



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 174
JEUDI 18 JANVIER 73

Assez d'élections pour rien !

LE PEUPLE VEUT DES CHANGEMENTS PROFONDS ET RÉELS

Sommaire

	Pages
Interview d'un témoin de l'assassinat de Sok Kim Huot, étudiant khmer patriote	2
Scrutin de mars :	
Appel à l'abstention du Bureau politique du P.C.M.L.F.	3
Enseignements positifs et négatifs de la Commune de Paris pour le problème actuel de la révolution prolétarienne en France	4-5
1936, c'était ainsi	6
CE QUE PROPOSENT LES MARXISTES-LÉNINISTES	7-8-9
La juste voie de la Révolution d'octobre	10-11
Classe contre classe	12
La vie d'un ouvrier :	
Quatre ans de prison	13
Soutien des militants marxistes-léninistes aux peuples indochinois	14
Palestine vaincra	15-16

Cessez-le-feu au Vietnam ?



Au moment de mettre sous presse circulent de nouveaux bruits de cessez-le-feu au Vietnam. Le criminel de guerre Nixon suspend les bombardements sur le Nord.

Nous appelons une nouvelle fois nos lecteurs à n'accorder leur confiance qu'aux informations publiées par les organismes vietnamiens et chinois, seuls à proclamer la vérité effective.

Quoi qu'il adienne, le Président Mao a assuré Mme Nguyen Thi Binh du soutien indéfectible des 750 millions de Chinois jusqu'à la victoire du peuple vietnamien sur ses agresseurs impérialistes. Le ministre du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam a remercié avec chaleur le grand dirigeant qu'elle a appelé affectueusement « Oncle Mao ».

TÉMOIGNAGE D'UN DES ETUDIANTS KHMERS BLESSE PAR LES FASCISTES



Le patriote Sok Kim Huot, assassiné par les fascistes de Lon Nol.

Yeim Sann, étudiant khmer patriote, blessé d'un coup de sabre par les fantoches fascistes dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 janvier derniers, a bien voulu répondre aux questions d'un représentant de notre journal qui lui a rendu visite à l'hôpital Cochon.

H.R. : Cher Camarade, peux-tu nous relater ce qui s'est passé à la Maison du Cambodge les 6 et 7 janvier derniers ?

Yeim Sann : Le samedi 6, Essaro, le directeur fantoches, a envoyé dans la chambre de Sok Huot un de ses agents. Celui-ci s'est d'abord présenté comme s'il appartenait au FUNK, puis soudain il a sorti un sabre et en a menacé notre camarade. Les militants du FUNK occupant des chambres régulièrement ont alors décidé de se retirer. Le dimanche soir, ils sont alors revenu pour récupérer la chambre de leur camarade. C'est à ce moment qu'ont commencé les affrontements.

Les nervis d'Essaro et Lon Nol-Sirik Matak ont eu très rapidement le dessous, parce que, en dépit de leur infériorité face aux armes de l'ennemi, nos camarades étaient inspirés par une haute idéologie patriotique : « Notre force, c'est notre idéologie révolutionnaire ! ».

Devant la déconfiture de ses agents, Essaro a alors fait appel à la police française. Celle-ci est arrivée très rapidement, a arrêté et emmené 27 de nos camarades, mais n'a procédé à aucune arrestation de fantoches.

Pendant que les étudiants patriotes se trouvaient retenus au commissariat de police, la clique d'Essaro a reçu des renforts. Elle en a profité aussitôt pour saccager les chambres des étudiants du FUNK, déchirant les polycopés de cours, jetant par les fenêtres les affaires personnelles, etc. Mais ces vandales ne réussirent cependant pas à pénétrer dans une chambre où d'autres patriotes s'étaient provisoirement retranchés en barricadant la porte.

Lorsque nos camarades revinrent du commissariat, les fantoches postés au 3^e étage les agressèrent. Je fus l'un des premiers, le premier même à recevoir un coup de sabre à la face, mais je pus sauter jusqu'au second étage pendant que deux balles de revolver-sifflaient à mes oreilles. C'est alors que Sok Kim Huot reçut un projectile en pleine poitrine. Un des nôtres le transporta aussitôt dans une chambre et recouvrit son corps d'un immense drapeau du FUNK.

H.R. : Peux-tu nous indiquer qui était Sok Kim Huot ?

Yeim Sann : Notre camarade Sok Kim Huot était un ancien officier de marine. Il avait fui le honteux régime haï de Phnom Penh et réussi à rejoindre la France. Là, il a lutté tout de suite sous la bannière du FUNK. C'est lui qui, le 8 décembre dernier, avait brûlé le drapeau fantoche des fascistes traîtres à notre patrie.

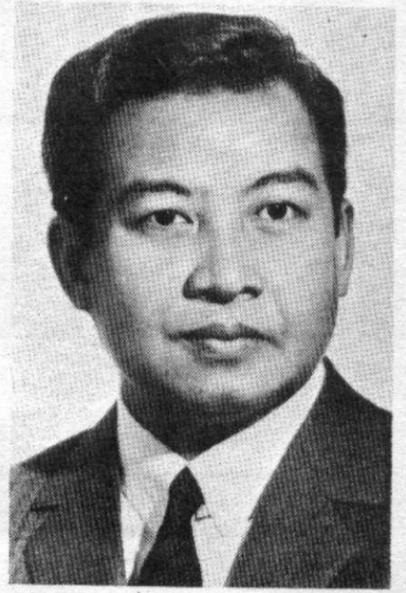
H.R. : Comment ont réagi les étudiants patriotes cambodgiens ?

Yeim Sann : Cet odieux assassinat a accru la détermination de nos camarades du FUNK, qui ont malmené une bonne dizaine de fantoches, malgré l'armement dont ceux-ci disposaient, sabres et fusils. Une fouille a même révélé qu'ils disposaient de mitraillettes !

Le lundi vers midi, la Maison a été fermée et tous les résidents arrêtés par la police française. Le meurtrier de Sok Kim Huot était connu de tous. Il n'est autre que Sivovath Panara, le propre neveu d'Essaro, un voyou qui a déjà sévi à la Cité et aussi à Phnom Penh, et qui se faisait passer pour étudiant en sociologie !

La justice française a alors ordonné quatre arrestations parmi les fantoches dont ce Panara, et c'est là le comble, 10 parmi les patriotes du FUNK sous prétexte « d'infraction... à la législation sur les armes ! »

Télégramme de Samdech Norodom Sihanouk au comité du FUNK de Paris



« C'est avec une douloureuse tristesse que je viens d'apprendre la tragique nouvelle de la mort d'un héroïque patriote, M. Sok Kim Huot, lâchement assassiné par la clique du traître Essaro, valet de l'impérialisme U.S. Je m'incline avec respect devant la dépouille et la mémoire de ce jeune compatriote qui a fait le sacrifice de sa vie pour défendre la juste cause de notre peuple et de notre patrie odieusement trahis par Lon Nol et son gang. J'adresse par ailleurs mes admiratives et reconnaissantes salutations à tous les étudiants khmers patriotes qui ont très vaillamment lutté contre Essaro et son gang archi-criminel, afin de sauvegarder l'honneur du Kampuchéa, indépendant, non aligné, populaire et démocratique. J'adresse mes vœux fervents et très affectueux de prompt et complet rétablissement aux héroïques étudiants qui ont été gravement blessés par l'archi-criminelle clique de Essaro.

» Enfin je félicite très chaleureusement tous nos compatriotes membres du F.U.N.C. en France pour leur détermination de lutter jusqu'au bout pour le triomphe de la juste cause de notre peuple.

» Affectation.

» Norodom Sihanouk. »

Or lors de leur première perquisition, les policiers français n'ont trouvé aucune arme dans les chambres de nos camarades. C'est seulement lors d'une seconde fouille, qu'ils auraient découvert une mystérieuse cache d'armes, ce qui est tout de même bien curieux. Je pense que pendant la fermeture de la Maison, les nervis d'Essaro auront eu la possibilité de placer des armes dans les chambres de nos camarades pour donner l'impression que les deux côtés étaient pourvus d'armes !

Nous, patriotes khmers, nous espérons que les marxistes-léninistes, les révolutionnaires de France, le peuple de France qui sont avec nous sauront exiger de leur gouvernement que soit respectée la justice, et aussi qu'il rompe ses relations diplomatiques avec la clique Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh.

Il n'y a qu'une seule voie juste pour l'avenir des relations de nos deux pays : c'est la reconnaissance par la France du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge, qui a libéré 90 % du territoire cambodgien et 70 % de la population khmère.

H.R. : Quels enseignements retires-tu de cette lutte ?

Yeim Sann : Nous avons gagné. Nous avons payé de notre sang pour démasquer la nature fasciste, agressive, criminelle de l'impérialisme américain et de ses méprisables valets. Nous avons réussi et le peuple de France soutient notre juste cause de libération nationale sous la bannière victorieuse du FRONT UNI NATIONAL DU KAMPUCHEA.

Nous sommes déterminés à lutter sans recul, nous n'accepterons jamais aucun compromis. Nous sommes assurés de la victoire finale.

Il y a, il y aura des millions de Sok Kim Huot qui se lèvent et qui

se lèveront. Le camarade Sok Kim Huot a fait preuve de bravoure. En brûlant la bannière fantoche, le 8 décembre dernier, il nous avait montré la juste voie !

Je suis très ému par la solidarité militante du peuple français avec notre cause, solidarité qui s'est d'ailleurs manifestée depuis la première guerre d'Indochine.

Notre cause de libération nationale sape aussi les fondements de l'impérialisme sur le plan mondial et en ce sens apporte une aide précieuse à la lutte du peuple français lui-même.

Voilà ce qu'il faut intensifier jusqu'à la victoire : notre soutien, qui est un grand soutien réciproque !

Merci à tous les Camarades ! »

Le Camarade Yeim Sann a un moral d'acier.

Comme tous les patriotes cambodgiens, qui sont en effet sûrs de leur victoire inéluctable parce que leur cause est une cause juste.

L'Humanité-Rouge lui souhaite, ainsi qu'à tous les étudiants patriotes blessés, le plus prompt rétablissement.

L'Humanité-Rouge s'incline aussi avec respect et reconnaissance devant le sacrifice suprême consenti par le patriote khmer Sok Kim Huot.

MISE AU POINT

La presse du « monde libre » prétend qu'au Cambodge, luttant contre la clique de Lon Nol, il y a « les Khmers-Rouges » d'une part et les « Khmers-Rumdoh » d'autre part. En réalité, il n'y a que les Khmers du Front uni national du Kampuchéa.

Norodom Sihanouk.

Après l'assassinat de l'étudiant khmer patriote
SOK KIM HUOT

Meeting

organisé par le C.I.L.A.

(Centre d'information sur les luttes anti-impérialistes)

DIMANCHE 21 JANVIER 1973, à 15 h 30
SALLE LANCRY, 10 rue de Lancry (Métro Bonsergent)

AVEC LA PARTICIPATION DU F. U. N. K.
(FRONT UNI NATIONAL DU KAMPUCHEA)

Le C.I.L.A. invite toutes les organisations révolutionnaires, tous les antifascistes et anti-impérialistes à participer à son initiative pour rendre hommage à Sok Kim Huot et soutenir le juste combat du peuple cambodgien contre l'impérialisme U.S. et les fascistes fantoches.

« L'Humanité Rouge » informe qu'elle participera à cette manifestation.

Les informations relatives aux questions organisationnelles de « L'Humanité Rouge », habituellement présentées en page 2, seront désormais présentées à la fin du journal (page 10 pour un douze pages, page 14 pour un seize pages).

Une nouvelle prise de position Contre la mystification des élections bourgeoises

Dans notre dernier numéro, nous avons publié des extraits des appels à l'abstention d'Alain Geismar paru dans « Le Nouvel Observateur » et de Pierre Jérôme paru dans « Politique-Hebdo ». Nous publions aujourd'hui une déclaration du Bureau Politique du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France. Dans notre prochain numéro nous présenterons la position identique de Gilbert Mury publiée dans « Le Monde » du 17 janvier 1973.

Les 4 et 12 mars prochains, les travailleurs de notre pays vont être une nouvelle fois appelés par le gouvernement à se rendre aux urnes.

Depuis des mois et des mois, les partis politiques traditionnels, tous représentants des intérêts de classe de la bourgeoisie, font un tapage sans pareil afin d'entraîner les masses populaires dans leur jeu électoraliste. Plus l'échéance se rapproche, plus leur activité s'accroît de façon exorbitante. Il n'est pas de jour sans sondages d'opinion, sans débats à la radio ou à la télévision, pas de jour sans promesses et sans menaces. Entre les divers partis en présence, notamment entre les partis de la majorité et les partis « de gauche » se livre une lutte acharnée pour gagner le plus grand nombre possible de sièges au parlement bourgeois.

Malgré leurs bruyantes polémiques, tous ces partis ont un point commun : tous, y compris les soi-disant « gauchistes » trotskystes, tous s'intègrent dans le cadre réactionnaire du régime actuel, tous jouent loyalement le jeu de la Constitution de la V^e République. Et cela alors même que cette Constitution forcée par De Gaulle pour servir les intérêts politiques des monopoles capitalistes, a largement fait les preuves de son caractère profondément anti-populaire.

Peut-on oublier que cette Constitution fut imposée à notre peuple sur la base d'un chantage à la guerre civile par un gouvernement né du coup d'Etat fasciste du 13 mai 1958 ? La Constitution a-t-elle changé de nature pour que les dirigeants du Parti « communiste » français, Marchais en tête, abandonnent la ligne de leur parti en 1958 et 1959 qui exigeait avant tout l'abrogation de cette Constitution en la qualifiant d'anti-républicaine, anti-démocratique et fasciste ?

Aujourd'hui la véritable bataille ne se déroule pas entre les partis

électoralistes. La véritable bataille oppose la bourgeoisie capitaliste d'une part, au peuple travailleur, prolétariat en tête, de l'autre. La véritable bataille depuis le printemps révolutionnaire de mai-juin 1968 se situe entre la Révolution et la Contre-Révolution qu'elle soit conservatrice ou réformiste.

Les différents partis politiques en présence, lors du prochain scrutin, s'ils abusent encore de larges fractions de notre peuple, ne représentent pas les intérêts de classe des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes de France.

La majorité U.D.R.-Indépendants et C.é. représente directement les intérêts des monopoles capitalistes de France comme le démontrent amplement 14 années de politique gaulliste, années dont le bilan se traduit par un enrichissement prodigieux du côté de la bourgeoisie capitaliste et par l'exploitation, l'oppression, le chômage, la vie chère du côté du peuple.

Mais en face, la prétendue « Union de la gauche » représente aussi des intérêts monopolistes. Les voyages de Mitterrand aux Etats-Unis et de Marchais à Moscou, voyages accompagnés de promesses de part et d'autre et d'une confiance mutuelle indiquent assez que la manœuvre mystificatrice de l'Union de la gauche et de son programme commun correspond aux tentatives des impérialistes américains et des sociaux-impérialistes soviétiques pour assurer leur double hégémonie sur notre pays. Par delà ses aspects démagogiques sur le plan social, le « programme commun » n'est qu'un programme de contrôle en commun de la France dans le cadre du partage du monde en sphères d'influences précédant la lutte inéluctable pour la domination de l'Europe entière entre les deux compères américain et soviétique.

Le peuple de France peut-il avoir pour programme de reconnaître l'Etat sioniste d'Israël, fer de lance des impérialistes américains au Moyen-Orient ? Le peuple de France peut-il avoir pour programme de recevoir en grande pompe Golda Meir comme le fait aujourd'hui Mitterrand ? Non, notre peuple n'a rien à voir avec les impérialistes américains et les lantoches qu'ils utilisent.

Le peuple de France peut-il avoir un programme que Brejnev, chef de file des sociaux-impérialistes soviétiques vient de soutenir ouvertement dans une déclaration commune avec Marchais ? Non, notre peuple n'a rien à faire non plus avec les faux communistes qui, trahissant Lénine et la Révolution d'Octobre, exploitent et oppriment les ouvriers et les paysans d'Union Soviétique et d'Europe de l'Est (Tchécoslovaquie, Pologne, etc.).

Dans la situation actuelle, s'en tenant aux principes révolutionnaires du marxisme-léninisme, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, Parti du Proletariat de notre pays, appelle tous les travailleurs manuels et intellectuels de France :

1^o A REPENDRE A LA MYSTIFICATION ELECTORALISTE PAR L'ABSTENTION. Ceci pour refuser l'opération tant de la bourgeoisie impérialiste française que des complices des prétendants américains et soviétiques à la double et co-hégémonie mondiale.

2^o A s'unir en s'organisant contre les mystifications électoralistes, contre la Constitution réactionnaire de la V^e République, pour préparer la seule voie permettant des changements véritables, conduisant à l'instauration d'un régime authentiquement socialiste, la Révolution Proletarienne.

5 janvier 1973.

Charenton :

Refus de la mystification électoraliste

Aux élections municipales de Charenton (Val-de-Marne), 40 % des inscrits ont refusé de « choisir » entre le fasciste Griotteray (actionnaire de « Minute » et ex-O.A.S. notoire) et le candidat révisionniste (un certain Docteur Comet). Evidemment, comme d'habitude, tout avait été fait pour assurer le succès de l'U.D.R. Cependant, les révisionnistes et leurs alliés « socialistes » et radicaux n'ont pas canalisé la colère des travailleurs de la commune, colère suscitée par le niveau et la hausse continues incroyables des impôts communaux, les expulsions sous couleur de rénovation et le sous-équipement social et culturel général. En effet, P.C. » F. et P. » S. », en mars 71, avaient obtenu ensemble 3.073 voix. Le candidat unique se retrouve avec seulement 2.070. S'rait-ce à dire que les électeurs adeptes de Mitterrand sont si peu sensibles à l'éloquence « unitaire » du « Printemps démocratique » qu'ils ont reporté leurs voix sur le fasciste Griotteray (lequel en perd quand même plus de 500) ? S'rait-ce à dire que les 40 % d'abstentionnistes ont reçu avec indifférence cette année une feuille de cote mobilière majorée de 47,53 % sur 1971 ? Non, bien sûr.

Et pourtant, le P. » C. » F. n'avait rien épargné pour assurer son succès : meeting avec Duclos, tracts appelant de façon forcennée à jouer le peu des urnes (« Tous aux urnes », tel était leur mot d'ordre essentiel et éminemment politique). Mais rien n'y fait, quand les masses sont « indifférentes ». Indifférentes en fait pour les politicards phraseurs, mais pourtant bien concernées par l'oppression des monopoles. C'est la preuve que les uns ne sauraient apporter de solution à l'autre.

Un lecteur de Charenton.

« Tempêtes » (ex-
national) publié dans
du 15 janvier 1973 un interview
du camarade Jacques Turquet ex-
pliquant l'appel à l'abstention des
communistes de l'H.R., fidèles au
marxisme-léninisme, en opposi-
tion avec la position électoralis-
te de la « Ligue Communiste »
exposée par Daniel Bensaid

E. 100 Distributeur de Guozi Shudian (Pékin) les classiques du marxisme-léninisme

Karl Marx et Friedrich Engels	
Manifeste du Parti communiste	1,05 F
Karl Marx	
Travail salarié et Capital	0,85 F
Karl Marx	
Salaires, prix et profit	0,85 F
Lénine	
Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique	1,55 F
Lénine	
De l'Etat	0,50 F
Les prévisions de Lénine sur les tempêtes révolutionnaires en Orient	0,50 F
Lénine	
L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ..	1,40 F
Lénine	
L'Etat et la révolution	1,40 F
Lénine	
La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ..	1,40 F

Lénine	
Karl Marx	0,85 F
Lénine	
La maladie infantile du communisme (Le « Gauchisme »)	1,20 F
Lénine sur les questions nationale et coloniale ..	0,50 F
J. Staline	
Des principes du léninisme	1,20 F
Les œuvres choisies de Mao Tsé-toung (relié) :	
Tome I	9,70 F
Tome II	12 F
Tome III	9,70 F
Tome IV	12 F

EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE
B.P. 120 — 75962 Paris Cédex 20

La Commune de Paris PREMIER ETAT PROLETARIEN DE L'HISTOIRE

Exemple historique par ses aspects positifs et négatifs du fonctionnement d'une démocratie prolétarienne

18 mars 1871 : dans Paris investi par les troupes de Bismark, affamé par cinq mois de siège, le peuple de Paris se soulève. Le gouvernement de la capitulation, présidé par Thiers, se replie précipitamment sur Versailles.

Le pouvoir est aux mains du Comité Central de la Garde Nationale que vient d'élire la classe ouvrière en armes. 72 jours durant, il sera exercé par et pour le peuple. 72 jours, c'est peu. Et ce fut pourtant immense. Car la Commune de Paris n'est pas morte, noyée dans le sang et la fureur aveugle de la réaction.

Son exemple héroïque a posé les jalons immortels qui mènent les classes ouvrières du monde à leur libération.

Comme l'écrivait Marx, contemporain et observateur passionné de la Commune :

« Quand la Commune de Paris prit la direction de la révolution entre ses propres mains ; quand de simples ouvriers, pour la première fois, osèrent toucher au privilège gouvernemental de leurs « supérieurs naturels », les possédants, et, dans des circonstances d'une difficulté sans exemple, accomplirent

leur œuvre modestement, consciencieusement et efficacement... le vieux monde se tordit dans des convulsions de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du travail, flottant sur l'Hôtel de Ville. »

Il flotte toujours, le drapeau rouge de la Commune, aux yeux des prolétaires du monde. Ses enseignements précieux sont gravés dans leur mémoire, ses principes immortels sont à la base du fonctionnement de la dictature du prolétariat en Chine, en Albanie.

Détruire la machine d'état bourgeois

C'est la Commune de Paris qui a démontré avec éclat que la Révolution prolétarienne n'était possible qu'avec la destruction violente de la machine d'état bourgeois.

C'est elle également qui a démontré au prolétariat révolutionnaire que l'Etat bourgeois ne s'efface jamais devant l'Etat prolétarien, que sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois.

La classe ouvrière, pour instaurer son pouvoir et changer l'ancien ordre des choses, s'efforce donc de briser les chaînes qui l'attachent au capital et de créer un Etat de type nouveau.

Forger les instruments de la dictature du prolétariat

« Aucune force militaire, autre que la Garde Nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris... Tous les citoyens valides font partie de la Garde Nationale. »

C'est là le premier décret de la Commune. Les bataillons bourgeois de la Garde Nationale sont dissous.

La Garde Nationale fédère ses bataillons, se donne des statuts, élit un délégué par bataillon ; un comité central de la Garde Nationale est formé.

L'armée de métier bourgeoise est désormais remplacée par le peuple en armes qui exerce aussi, lui-même, les fonctions de police.

Mettant à bas l'hypocrisie de la prétendue « indépendance » du pouvoir judiciaire, les juges sont élus par le peuple et les procureurs généraux nommés directement par la Commune.

Le pouvoir est rassemblé entre les mains d'une assemblée de 92 membres élus au suffrage universel, responsables devant leurs électeurs et révocables par eux à tout moment. Ils agissent par l'intermédiaire de délégués et de commissions.

Contre le régime parlementaire pourri de la bourgeoisie, la Commune se veut « assemblée agissante, législative et exécutive, à la fois ».

Elle s'attaque également à la bureaucratie administrative et policière, révoque les fonctionnaires versaillais. Elle installe à leur place un appareil démocratique, composé de fonctionnaires issus du peuple, contrôlés par lui, et rétribués selon le salaire moyen de l'ouvrier.

Partout le fonctionnement des services administratifs désorganisés est assuré efficacement avec à peine le quart du personnel habituel.

La Commune s'attaque ensuite à l'oppression du pouvoir des prêtres en décrétant « la dissolution et l'expropriation de toutes les Eglises dans la mesure où elles constituaient des corps possédants ». La totalité des écoles est ouverte au peuple gratuitement et, en même temps, débarrassée de toute influence religieuse.

La démocratie prolétarienne en action

Désormais, les affaires de l'Etat deviennent affaires des ouvriers. Les clubs politiques se multiplient. Des dizaines de réunions regroupent chaque soir plus de vingt mille personnes, dans les quartiers populaires, pour discuter de la conduite de l'action, des affaires publiques.

Le Conseil de la Commune s'appuie constamment sur l'initiative des masses populaires organisées dans des clubs, syndicats, section de l'Internationale, comités de vigilance, sociétés féminines, etc.

C'est ainsi que dans son Adresse au peuple, le club communal de Saint-Nicolas-des-Champs définit son rôle :

- « Au peuple,
- » Le club communal a pour but de combattre les ennemis de nos droits communaux, de nos libertés et de la République.
- » De défendre les droits du peuple, de lui faire son éducation, afin qu'il puisse se gouverner lui-même.
- » De rappeler aux principes nos

mandataires, s'ils s'en écartaient, de les appuyer dans tout ce qu'ils feront pour le salut de la République... »

« Vive la Commune ! »
Les femmes, les enfants sont mobilisés, présents sur tous les fronts, ardents à défendre la Commune qui leur a donné le droit à la parole.

« Partout, écrit Louise Michel, s'agitait une vie intense. Les musées étaient ouverts, répondant à l'ardeur de la jeunesse. On voulait tout à la fois, arts, sciences, littérature, découvertes, la vie flamboyait. On avait hâte de s'échapper du vieux monde. »

Et Marx lui fait écho, dans sa description de Paris :

« Un Paris qui travaillait, qui pensait, qui combattait, qui soignait, oubliant presque, tout à couvrir une société nouvelle, les cannibales qui étaient à ses portes — radieux dans l'enthousiasme de son initiative historique ! »

Un bilan extraordinaire

« Le véritable secret de la Commune, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du prolétariat » (Marx).

Malgré sa courte existence la Commune présente, en effet, un bilan impressionnant de réalisations en faveur de la classe ouvrière :

- proclamation du principe : « A travail égal, salaire égal » qui interdit toute discrimination envers les femmes ;
- préparation d'un décret instituant la journée de 8 heures ;
- interdiction du travail de nuit pour les ouvriers boulangers ;
- suppression des Monts de Piété ;
- interdiction des amendes et retenues sur les salaires ;
- remise aux associations ouvrières des entreprises abandonnées par les patrons ;
- élaboration de plans de production permettant la direction des entreprises par les ouvriers ;
- abolition du système des hauts salaires ;

— interdiction du système du cumul des traitements.

Gouvernement ouvrier, la Commune se préoccupe aussi, sans avoir le temps d'y parvenir, de l'alliance du prolétariat avec les couches moyennes urbaines. Ce maintien du moratoire des dettes lui gagne les artisans parisiens. Elle associe les intellectuels à son action et entreprend une œuvre culturelle importante.

Elle tente aussi de lutter contre la propagande contre-révolutionnaire dans les campagnes. Un manifeste est publié qui exprime la communauté d'intérêts entre ouvriers et paysans. Les cheminots répandent affiches et proclamations de la Commune. Des délégations sont envoyées en Province pour expliquer l'insurrection parisienne.

Dès la proclamation de la Commune est apparu « très net et pur », son caractère de classe, jusqu'ici relégué à l'arrière-plan par la lutte contre l'invasion étrangère. Elle a ainsi été « la première révolution dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale, même par la grande masse de la classe moyenne de Paris. » (Marx).

L'esprit de l'internationalisme prolétarien

Dans les assemblées populaires, aux postes responsables, sur les barricades, se retrouvèrent fraternellement mêlés les ouvriers de Paris, français et étrangers. Alors que la bourgeoisie complotait avec l'envahisseur, la Commune a fait d'un ouvrier allemand son ministre du travail. Elle a placé à la tête de sa défense, un polonais, Dombrowski.

Selon le mot de Marx, elle « a admis tous les étrangers à l'honneur de mourir pour une cause immortelle ! » Son exemple a rayonné

dans l'Europe et dans le monde entier. Ses leçons ont été méditées par le prolétariat de tous les pays.

Commemorant son 15^e anniversaire, Engels concluait son intervention par ces mots :

« ... Aujourd'hui, le 18 mars, depuis les mineurs prolétaires de la Californie, jusqu'aux mineurs forcés de la Sibérie, des milliers d'ouvriers feront retentir ce cri :

Vive la Commune !
Vive l'union internationale du prolétariat universel ! »



Le peuple en armes

C'est par la violence révolutionnaire que naît la Commune. Face à la défection croissante de la bourgeoisie, le peuple de Paris prend la relève, pénètre en masse dans la Garde Nationale dont il devient la force principale.

L'affolement grandit dans la bourgeoisie. Entre l'ennemi extérieur, le prussien, qui campe sous les murs de Paris, et le prolétariat qui gronde et s'empare des fusils, elle n'hésite pas un instant.

Son masque patriotique tombe et elle révèle au grand jour qu'entre les possédants du monde il n'y a pas de divergences d'intérêts capables de résister à la terreur qu'inspire le peuple qui s'arme.

Le 27 janvier, l'armistice est signé. Paris est trahi, mais le prolétariat a pris les armes et refuse de les rendre.

Depuis septembre déjà, deux pouvoirs se côtoient à Paris :

- celui des Républicains bourgeois ;
- un embryon de pouvoir populaire, issu des comités de vigilance d'arrondissements et du Comité Central des vingt arrondissements de Paris.

Alors que la bourgeoisie affame les quartiers populaires en confisquant tous les vivres à son seul profit, c'est lui qui prend toute une série d'initiatives touchant le ravitaillement, l'hygiène, l'armement.

Le 18 février Thiers tente un coup de main pour désarmer la Garde Nationale. Il échoue. C'est pour défendre ses armes que tout Paris se réveille aux cris de « vive la Commune ! »

Cette violence révolutionnaire sera présente tout au long de sa brève histoire, contrairement à ce qu'ont

osé écrire les révisionnistes soviétiques, prétendant que la Commune a été « au début », une révolution « presque entièrement sans effusion de sang !... »

Non ! du début à la fin, la Commune de Paris fut une lutte à mort entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la révolution et la contre-révolution.

Avant l'insurrection, à deux reprises le peuple s'était soulevé, saisissant les armes. La répression avait été féroce, à l'image de ce que fut l'extermination implacable de la Commune : 30.000 hommes, femmes, enfants, tués pendant la bataille ou après la Résistance. Au moins 3.000 morts dans les dépôts, les forts, les prisons, ou déportés en Nouvelle Calédonie. 13.700 condamnés à la prison ! On exécute encore cinq ans après la fin de l'insurrection !



« Le club a pour but de défendre les droits du peuple, de lui faire son éducation, afin qu'il puisse se gouverner lui-même. »

Un grand absent : le parti dirigeant

« Le pire, écrivait Engels à la veille de l'insurrection, c'est qu'en cas de véritable mouvement révolutionnaire à Paris, personne n'est là pour en prendre la direction. »

Les idées qui bouillonnaient n'étaient en effet pas soustraites à l'influence des théories petites bourgeoises. Les partisans de Louis Blanc, de Proudhon côtoyaient les blanquistes, les internationalistes. N'ayant pas de parti à elle pour la guider dans la réalisation de sa dictature, la Commune de Paris a commis de nombreuses fautes.

Elle ne s'est pas emparée de la Banque de France. Elle s'est abstenue de passer à l'offensive contre les Versaillais qui ont pu se réorganiser impunément pour l'écraser. Elle n'a pas réussi à créer le lien avec la paysannerie qui aurait brisé son encerclement. Elle s'est mon-

trée généreuse envers l'ennemi de classe « qu'il faut supprimer quand il ne se rend pas ».

C'est pourquoi, malgré son héroïsme, elle a finalement succombé aux coups de la réaction.

Elle a toutefois ouvert des brèches irréversibles dans le vieil ordre social.

Comme ils sonnent étrangement à nos oreilles les mots par lesquels Engels conclut son introduction à l'étude de Marx sur « la guerre civile en France » :

« Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh ! bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'est la dictature du prolétariat. »





1936 ce fut ainsi...

Il y a quelque temps, « l'Humanité » titrait : « **Bien mieux qu'en 36** ». Il s'agit là d'une véritable supercherie, car 1936 ce fut bien autre chose que le « Programme commun ». 1936 ce fut d'abord et avant tout un formidable mouvement de masse. 1936 ce fut un des plus grands mouvements de grève que mena la classe ouvrière de notre pays. Afin de rétablir la vérité historique que certains ont intérêt à faire oublier nous allons rappeler ce que fut 1936.

DES LE LENDEMAIN DES ELECTIONS...

Le 3 mai ont eu lieu les élections. Léon Blum engage aussitôt les maqignonnages pour constituer un gouvernement. Déjà il annonce la couleur en déclarant : « **Donnons au pays L'IMPRESSSION du changement qu'il veut.** »

Le 11 mai les premières grèves éclatent. Plus tard, Blum dira : « **... Cette explosion sociale qui était venu frapper au visage mon gouvernement dès mon arrivée...** »

Au Havre et à Toulouse ont lieu les premières occupations d'usines contre des licenciements de militants syndicaux.

Le 14 mai les ouvriers de l'usine Bloch à Courbevoie occupent l'usine pour une augmentation de salaire. La presse fait le silence.

Le 26 la grève éclate à l'usine Niépport d'Issy-les-Moulineaux pour les quarante heures ; le même jour à l'usine Lavalette à Saint-Ouen, chez Hotchkiss à Levallois. Les usines sont occupées, les patrons cèdent vite. En divers endroits, les ouvriers passent à l'action.

Le 28 mai à 9 h 30 les trente-cinq mille ouvriers de chez Renault se mettent en grève et occupent l'usine. Aussitôt des dizaines d'autres usines suivent.

Le gouvernement « provisoire » de Sarraut envisage d'envoyer la police. Le patronat exige la reprise préalable du travail avant l'ouverture de négociations. La grève cesse dans certaines usines, Renault est évacué. Le patronat croit avoir gagné la partie. Le 31 mai il n'y a plus que dix mille grévistes.

Mais le 2 juin la grève prend une nouvelle ampleur. L'industrie chimique, le textile, l'alimentation, les transports sont touchés. Deux cents usines métallurgiques sont occupées. Des séquestrations de patrons ont lieu.

Le 4 juin Blum s'installe au pouvoir. Les grèves s'étendent toujours à travers la France entière.

BLUM ET LES GREVES

Aussitôt Blum lance un appel à la radio pour demander aux travailleurs en grève de lui faire confiance.

Salengro, ministre de l'Intérieur, déclare : « **... Mon choix est fait : entre l'ordre et l'anarchie, je maintiendrai l'ordre envers et contre tous.** » Le gouvernement Blum essaie de faire reprendre le travail par des promesses. Jules Moch se rend aux entrepôts de pétrole d'Ivry pour faire cesser la grève ; les ouvriers le renvoient d'où il vient. Les grèves s'étendent toujours. Les mineurs du Nord occupent les puits. Les grands

magasins arrêtent le travail. Les chemins, les gaziers, etc. menacent d'arrêter le travail.

Le 6 juin on compte cinq cent mille grévistes. Le patronat demande à Blum d'organiser une entrevue avec la C.G.T. Ce sera la rencontre de Maignon. Le patronat cède sur certains points.

LA GREVE CONTINUE

Le 9 juin, sept cents délégués des usines de Paris en grève se réunissent. Ils décident la poursuite de la grève jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites.

Les patrons refusent de nouvelles concessions.

Le 8 juin c'est la grève générale dans le bâtiment. Le même jour presque tous



les grands magasins sont en grève, les assurances arrêtent le travail.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, c'est la grève générale.

En France et en Afrique du Nord, deux millions de travailleurs sont en grève.

Le 9 les projets de loi sont déposés.

Le 10 et le 11 les congés payés sont adoptés, les conventions collectives ; le 12 les quarante heures sont votées.

Le gouvernement Blum fait installer l'armée et les gardes mobiles dans les régions en grève.

Le 11 juin, lors des votes de l'Assemblée, l'économie est paralysée par les grèves.

Le 13 les usines de la métallurgie parisienne commencent à être évacuées. Vingt mille ouvriers de chez Renault manifestent.

Dans le Nord, le travail reprend à partir du 13. A Dunkerque, les grèves se poursuivent.

Le 25 juin il y a encore trente mille grévistes dans le Nord-Pas-de-Calais.

Le 12 juin à Lyon, vingt mille ouvriers sont en grève. Dans le bâtiment, le travail ne reprendra que le 29 juillet.

A Marseille, le 18 juin des affrontements ont lieu sur la Canebière entre les grévistes et des fascistes.

Des manifestations de chômeurs ont lieu un peu partout en France.

On voit ainsi que c'est la lutte de centaines de milliers de travailleurs, la grève avec occupation des usines, s'étendant sur plus d'un mois, qui a contraint le patronat à céder et qui a permis d'arracher des revendications telles que les quarante heures ou les congés payés. Ce ne sont pas les élections mais la lutte des masses qui l'a permis. Or c'est là un fait que l'on essaie aujourd'hui de nous

Rapidement, les quarante heures sont remises en cause.

Voilà qui montre que tant que subsiste le capitalisme les revendications que les travailleurs réussissent à arracher par la lutte se trouvent remises en cause par la bourgeoisie dès qu'elle en a la possibilité. C'est là une autre leçon qu'il ne faudrait pas oublier.

ILS RENIENT MEME THOREZ

Voyons ce que disait Thorez en 1949 : « **Le Parti communiste a pour mission d'élever, d'éduquer, d'organiser le mouvement de la classe ouvrière et des masses laborieuses.** »

On peut se demander, à ce propos, si nous avons su tirer la leçon de toutes nos expériences passées, afin d'en instruire le Parti et la classe ouvrière, et d'éduquer sérieusement nos cadres. Avons-nous, par exemple, éclairé suffisamment le Parti et les masses sur les défauts du Front populaire et sur les causes de son effondrement final, afin d'éviter aux travailleurs le retour de pareilles déconvenues ?

« **Le défaut capital du Front populaire, dont nous avons eu l'heureuse initiative et qui a eu des côtés très positifs, c'est qu'il était devenu une simple entente de sommet. En raison de la formule exclusive d'entente par le sommet, nous avons admis dans le Front populaire la présence d'individus qui ne songaient qu'à trahir le mouvement à la première occasion, tels Daladier ou Paul Faure. Voilà pourquoi le Front populaire a été impuissant contre la « non-intervention » et contre la « pause » dont Léon Blum et le Parti socialiste prirent l'initiative. Voilà pourquoi le Front populaire a été impuissant contre la trahison de Munich perpétrée par Daladier, avec l'approbation des dirigeants socialistes. Voilà pourquoi le Front populaire s'est peu à peu désagrégé pour s'effondrer complètement à l'approche de la guerre...** »

Et plus loin, Thorez déclarait : « **... Il faut considérer comme une grave faute que nous ayons toléré dans l'organisation et la conduite de la Résistance les mêmes défauts qui avaient été fatals au Front populaire et qui se sont révélés tout autant pernicieux pour le mouvement de la libération nationale.** »

Voilà ! Quelle leçon ont tiré les dirigeants du P.« C. »F. de cette autocritique ? Aucune. Ils rééditent consciemment ce qui fut une des causes des échecs que connurent les travailleurs par le passé. Ils trahissent tout... même Thorez. Ils s'opposent à l'unité des travailleurs à la base car ils savent que c'est une des conditions pour réaliser des changements révolutionnaires. Ils ne veulent pas de tels changements.

Aujourd'hui, non contents de dénaturer l'expérience du Front populaire, les dirigeants du P.« C. »F. vont jusqu'à renier les leçons que Thorez tira de l'effondrement du Front populaire.

Quant à nous, marxistes-léninistes, nous tenons compte des succès et des échecs d'hier et nous en tirons les leçons car ils permettent de préparer les victoires futures.

faire oublier. La bourgeoisie n'a cédé que devant la force et dès qu'elle l'a pu elle a repris ce qu'elle avait été contrainte de lâcher.

LA CONTRE-ATTAQUE DE LA REACTION

Dès septembre 1936, le patronat crée un « **comité d'action et de prévoyance sociale** » destiné à organiser la résistance des patrons.

Le 7 juillet, Salengro, ministre de l'Intérieur, déclarait au Sénat :

« **Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes, étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre fin.** »

La bourgeoisie organise la hausse des prix qui rogne les augmentations de salaires.

Le 13 février 1937, Blum annonce « la pause », c'est-à-dire le blocage des salaires.

**Après le XX^e congrès
du P «C» F,
congrès de trahison
du marxisme-léninisme,
reprenons et brandissons
plus haut que jamais
les drapeaux de la
commune de Paris et de
la Révolution d'Octobre**

CE QUE PROPOSENT LES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES

Nous avons montré dans nos précédents articles comment, dans la situation actuelle, ni la majorité U.D.R.-Indépendants et Cie, ni l'Union électorale du P.«C.» et du Parti socialiste ne représentent les véritables intérêts du peuple travailleur de notre pays.

Et pourtant, aujourd'hui, la grande masse des ouvriers, des paysans, des intellectuels progressistes, la grande masse des travailleurs manuels et intellectuels s'interroge : comment en finir avec l'exploitation, le chômage, la vie de plus en plus chère, comment en finir avec l'oppression exercée par les riches, comment en finir avec la domination de la bourgeoisie capitaliste ?

L'« Humanité-Rouge », porte-parole de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat de France, ne se contente pas de dénoncer le caractère ultra-réactionnaire du gouvernement actuel ni de stigmatiser les mystifications du « Programme commun ». Nous proposons ici des solutions concrètes pour établir dans notre pays

le pouvoir révolutionnaire du peuple. C'est que si un nombre de plus en plus élevé de travailleurs est conscient de la vanité, de l'impasse et même, pour les plus avancés, de la trahison que constitue la prétendue « voie pacifique » vers le socialisme, la plupart restent sceptiques sur les possibilités de parvenir à une révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat.

Mais ce scepticisme est appelé à ne pas durer : le développement de la lutte de classe dans notre pays balayera ce produit du désarroi engendré par la trahison des révisionnistes modernes, et les marxistes-léninistes doivent contribuer à rendre confiance aux travailleurs de notre pays, notamment en leur proposant des perspectives claires et crédibles. C'est dans cette intention que nous faisons ici quelques propositions sur les formes de la révolution prolétarienne dans notre pays, propositions nécessairement en-deçà de ce que ne manquera pas de créer l'impétueux mouvement révolutionnaire des masses.

Un objectif stratégique :

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

En avril 1917, Lénine écrivait : « Le problème fondamental de toute révolution est celui du pouvoir. Tant que ce problème n'est pas élucidé, il ne saurait être question de jouer sciemment son rôle dans la révolution et encore moins de la diriger ».

Qui détient le pouvoir en France aujourd'hui et quel pouvoir voulons-nous ?

Aujourd'hui, c'est la classe des capitalistes qui décide de tout. Sa dictature, qui conserve un caractère démocratique bourgeois malgré la fascisation en cours, s'appuie sur son Etat. Elle est incarnée par la Constitution de la V^e République et s'exerce notamment à travers les organes constitutionnels (présidence de la République, Assemblée nationale, Sénat, etc.) et les organes de l'Etat (armée, justice, police, administration, etc.).

Suivant la Constitution de la V^e République comme suivant celles qui l'ont précédée, ce sont les capitalistes et principalement les groupes

monopolistes qui dirigent sur tous les plans (politique, économique, culturel, militaire...).

Cet ordre de choses où le peuple subit et les capitalistes décident et imposent leur volonté est défendu par tous les partis politiques traditionnels : l'U.D.R., les républicains indépendants, les centristes, les radicaux de droite et de gauche, les socialistes, les faux communistes et même les soi-disant gauchistes que sont les trotskystes de « Lutte ouvrière » et de la « Ligue communiste » qui appellent au jeu électoral et soutiennent les mystificateurs du « Programme commun ».

Mais quel pouvoir voulons-nous et existe-t-il ?

« Ce pouvoir est du même type que la Commune de Paris de 1871, type dont voici les principales caractéristiques :

1° La source du pouvoir n'est pas la loi, préalablement discutée et votée par un parlement, mais l'initiative des masses populaires, initiative

directe, locale, venant d'en bas, un « coup de force » direct, pour employer une expression courante ;

2° La police et l'armée, institutions séparées du peuple et opposées au peuple, sont remplacées par l'armement direct du peuple tout entier ; sous ce pouvoir, ce sont les ouvriers et les paysans armés, c'est le peuple en armes qui veillent EUX-MEMES au maintien de l'ordre public ;

3° Le corps des fonctionnaires, la bureaucratie sont, eux aussi, remplacés par le pouvoir direct du peuple, ou du moins placés sous un contrôle spécial ; non seulement les postes deviennent électifs, mais leurs titulaires, ramenés à l'état de simples mandataires, sont REVOCABLES à la première demande du peuple ; de corps privilégié jouissant de « sinécures » à traitements élevés, bourgeois, ils deviennent les ouvriers d'une « arme spéciale », dont les traitements N'EXCEDENT PAS le salaire habituel d'un bon ouvrier.

Là, et là SEULEMENT, est l'essence de la Commune de Paris en tant que type d'Etat particulier. »

(Lénine, avril 1917).

Ce pouvoir n'existe pas encore dans notre pays. Mais il n'en est pas moins une possibilité : il existe en puissance dispersé et non organisé, dans les masses populaires, dans la classe ouvrière, dans les usines, dans toutes les entreprises, dans les quartiers, dans les villages, en un mot dans le peuple. Des embryons fort imparfaits en ont fait une apparition au cours du printemps révolutionnaire de 68 à travers comités d'action et comités de grève.

C'est un tel pouvoir que nous voulons instituer par la voie révolutionnaire prolétarienne. Le pouvoir que nous voulons, c'est le pouvoir du peuple organisé et dirigé par sa fraction la plus révolutionnaire, le prolétariat. Ce pouvoir, ce ne sera rien d'autre que la DICTATURE DU PROLETARIAT.

Vendredi 16 Février

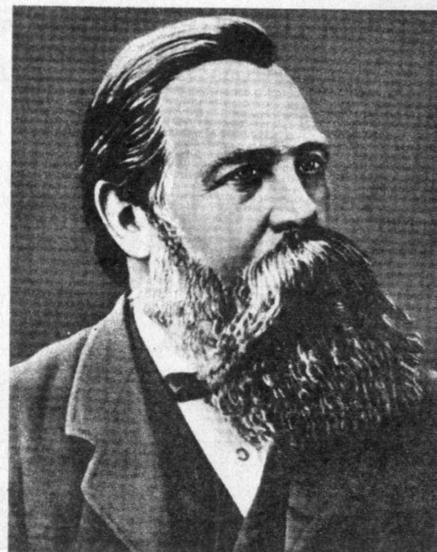
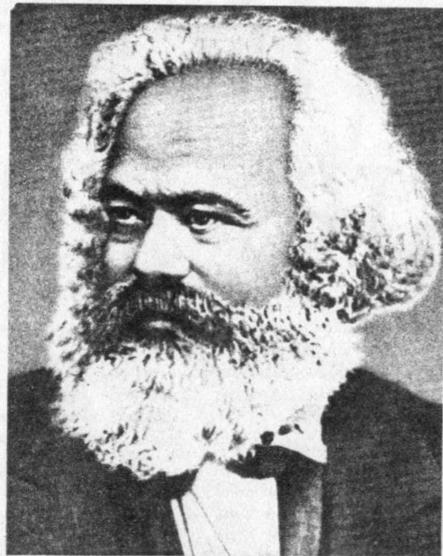
à 20 h. 30 à la Mutualité

MEETING

**CONTRE LA MYSTIFICATION DES ÉLECTIONS BOURGEOISES :
QUE PROPOSENT LES MARXISTES-LÉNINISTES ?**

CE QUE PROPOSENT LES MARXISTES-LÉNINISTES

Après le XX^e congrès
du P « C » F,
congrès de trahison
du marxisme-léninisme,
repreons et brandissons
plus haut que jamais
les drapeaux de la
commune de Paris et de
la Révolution d'Octobre



Comment s'instaurera le pouvoir révolutionnaire du peuple, la dictature du prolétariat

Quelles seront les mesures les plus immédiates de ce pouvoir prolétarien s'appuyant sur le peuple ?

Nous pouvons les fixer sommairement afin que, dès maintenant, non seulement chaque militant communiste marxiste-léniniste, mais aussi chaque militant révolutionnaire encore inorganisé et tout travailleur avancé s'en empare, en fasse l'objet de sa propre réflexion, les popularise autour de lui, surtout parmi ses compagnons de travail, ouvriers en premier et parmi les masses populaires. Dès aujourd'hui, en effet, s'impose l'éducation révolutionnaire des ouvriers, qui sont appelés à jouer le rôle de classe décisif au cours de la préparation et de la réalisation de la Révolution dirigée par le Parti révolutionnaire du prolétariat.

Voilà donc ce que proposent les marxistes-léninistes, voilà les éléments de l'objectif stratégique de la Révolution socialiste :

1° L'organisation des milices prolétariennes, embryon de la nouvelle armée du peuple exclusivement recrutée parmi les éléments révolutionnaires. Leur processus d'éducation passera par une phase clandestine, puis s'acheminera vers une période de semi-clandestinité, connaîtra une série d'affrontements violents et débouchera enfin ouvertement sur la victoire.

Il est de la plus haute importance que, dès maintenant, les éléments les plus conscients du prolétariat se préparent à cette voie en se plaçant résolument sur des positions idéologiques prolétariennes en s'imprégnant notamment du principe : « Ne traîner ni les sacrifices, ni la mort ». Comme l'a souligné le président Mao :

« Celui qui ne craint pas d'être
ré de coups d'épée ose désarçonner
l'empereur ». Sans un tel état

d'esprit, il est impossible de préparer la Révolution, ni d'y participer efficacement.

2° L'abrogation, c'est-à-dire la suppression définitive de la Constitution capitaliste en vigueur, de quelque type qu'elle soit (troisième, quatrième, cinquième ou autre). C'est-à-dire : DISSOLUTION immédiate des assemblées et de tous les organes constitutionnels, de l'armée bourgeoise, de la police, des tribunaux, des administrations de toutes sortes représentant le pouvoir de la bourgeoisie.

Naturellement, cette destruction totale du pouvoir capitaliste va de pair avec l'instauration de l'Etat prolétarien dans les conditions qui suivent.

3° L'organisation, l'impulsion et l'officialisation d'assemblées populaires du type de celles de la Commune de Paris, d'abord et fondamentalement au niveau du peuple :

— dans les usines et entreprises de toutes sortes ;
— dans les quartiers des villes ;
— dans les villages.

Ces assemblées populaires, comparables aux soviets, seront caractérisées par :

a) **LEUR CONTENU DE CLASSE** :
En seront exclus, en effet, tous les capitalistes, directeurs d'usines, patrons employant jusque-là des salariés, propriétaires fonciers ne vivant pas du produit exclusif de leur travail personnel ou familial, etc.

b) **LEUR FONCTIONNEMENT** :
Leur fondement reposera sur une véritable démocratie prolétarienne : droit à la parole pour tout participant sans autre condition que celle prévue en ce qui concerne son appartenance de classe, c'est-à-dire sans aucune discrimination de race, de nationalité, de sexe et d'âge ; vote public et non secret, en assemblée

populaire la plus large, à la simple majorité, après discussion générale.

c) **LA DESIGNATION** des représentants de chaque assemblée populaire s'effectuera suivant le même principe électif : assemblée générale et vote public. Ces représentants seront tenus d'informer systématiquement et périodiquement leurs mandants et devront leur rendre compte dans le détail de tout ce qu'ils auront fait, feront ou prépareront. Au surplus, ils seront révocables à tout instant sur simple décision de l'assemblée populaire.

A l'exemple séculaire de la Commune de Paris, aucune discrimination de race, de nationalité, de sexe ou d'âge n'interviendra dans le choix de ces représentants.

4° Les représentants des assemblées populaires de base participent à des assemblées populaires communales, départementales, régionales et nationales.

A chacun de ces niveaux, l'assemblée populaire devra organiser systématiquement et périodiquement des réunions d'information, de compte rendu, de consultation directe, ouvertes à tous les participants des assemblées populaires de base avec droit à la parole pour tous, sans aucune restriction.

5° Protégées par les milices prolétariennes, ces assemblées populaires auront à instituer les structures étatiques de la dictature du prolétariat, en élaborant de manière démocratique prolétarienne, une constitution socialiste prolétarienne.

6° Cette Constitution socialiste prolétarienne réalisera immédiatement les nationalisations intégrales, sans aucune indemnisation, de toutes les banques, qu'elle remplacera par une banque nationale et populaire unique ; de toutes les industries ; de toutes les grandes entreprises agricoles.

Elle proclamera le droit à la libre disposition de toutes les minorités nationales, mais simultanément elle les appellera à entrer dans une confédération instituée par l'Etat socialiste qui leur garantira le respect absolu et les possibilités de développement de leurs cultures, de leurs traditions populaires, de leurs langues. Au surplus, les cultures minoritaires seront sauvegardées et développées dans le cadre de la dictature du prolétariat qui les protégera.

Elle aura à organiser la transformation socialiste de toutes les structures économiques du pays, tant dans les domaines de la production industrielle et agricole, et de la distribution, que dans la recherche scientifique et technique, dans l'enseignement, dans l'information, etc.

Le principe de ces transformations sera fondé sur le contrôle ouvrier, que permettra le fonctionnement des assemblées populaires. Les syndicats patronaux, comme le C.N.P.F., seront dissouts et interdits.

Les magasins à grande surface seront étatisés. Seuls, pendant une certaine période, bénéficieront de la possibilité de commercer, les petits commerçants et artisans n'ayant pas de salariés, qui seront encouragés à se grouper en coopératives placées sous le contrôle de l'Etat socialiste.

Les syndicats ouvriers réformistes et révisionnistes seront soustraits à leurs dirigeants réactionnaires et soumis aux changements de contenu et de forme décidés de manière démocratique prolétarienne par les assemblées populaires d'entreprise, qui auront le droit de décider de leur éventuelle suppression.

Les universités, les lycées, les écoles et le contenu de l'enseignement seront soumis au contrôle de la classe ouvrière. Les assemblées populaires, sous contrôle du prolétariat, décideront des mesures néces-

saires pour assurer la rééducation des enseignants et des élèves sous le signe de l'idéologie prolétarienne.

Les organes d'information : télévision, radio et presse seront protégés par les milices prolétariennes et exclusivement réservés aux assemblées populaires de tous les niveaux.

La publicité sera abolie et remplacée par un gigantesque effort sur le

plan de la formation idéologique des masses.

7° Les assemblées populaires élaboreront la politique étrangère de la France en tenant compte des antagonismes de classes qui existent sur le plan mondial entre l'impérialisme et le socialisme, c'est-à-dire en passant des alliances privilégiées avec les Etats socialistes et les Etats anti-

impérialistes. Ce qui n'exclura nullement les rapports avec les autres pays, sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique.

Enfin, ajoutons pour conclure que l'élément fondamental indispensable sera l'édification sur le plan de l'idéologie révolutionnaire. L'élaboration et le fonctionnement de l'organisation du pouvoir révolutionnaire est incon-

cevable s'il ne s'accompagne pas d'une formation révolutionnaire prolétarienne continue, d'une élévation permanente de la conscience révolutionnaire tant des travailleurs d'avant-garde que des plus larges masses ouvrières et populaires, de la construction en un mot d'un homme nouveau, socialiste, dévoué corps et âme aux intérêts du peuple.

Un objectif immédiat : ABROGATION DE LA CONSTITUTION DE LA V^e RÉPUBLIQUE

POUR OUVRIR LA VOIE A LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Mais dans l'immédiat, nous n'en sommes pas encore à édifier cet Etat d'un type nouveau, cet Etat révolutionnaire des exploités. De telles idées doivent pénétrer profondément dans les masses pour prendre forme dans la prochaine tempête révolutionnaire. Il appartient aux éléments d'avant-garde de les populariser afin que les masses s'en emparent, par l'agitation et la propagande mais aussi et surtout dans l'action, dans le combat des masses.

Aujourd'hui, les masses populaires de notre pays sont gagnées à l'idée que le régime gaulliste est à balayer. Mais comment ? Changer de majorité, changer de gouvernement, prendre un gouvernement de « gauche » à la place d'un gouvernement de droite comme cela s'est produit tant de fois depuis un siècle ? L'Histoire a montré que rien ne change tant que l'on ne change pas de régime. C'est pourquoi, aujourd'hui, la contradiction dans notre pays passe entre ceux qui se battent pour défendre la Constitution de la V^e République et c'est le cas de TOUS les partis qui appellent aux urnes en mars prochain, et l'ensemble du peuple,

classe ouvrière en tête, qui veut que ça change vraiment. Et rien ne peut changer si l'on accepte le cadre de la Constitution actuelle. Un exemple de la duplicité de ceux qui en acceptent le jeu : Pompidou dit « qu'il respectera la Constitution ». Immédiatement, Mitterrand et Marchais, s'enfonçant un peu plus dans leur honteuse mystification, se félicitent de ce « loyalisme ». Mais de qui se moque-t-on ? certes, l'article premier de la Constitution de la République stipule que la Constitution est « la constitution du peuple, exercée par le peuple et pour le peuple » et que la souveraineté populaire doit être respectée, mais chacun sait qu'il n'en a rien été jusqu'à maintenant, au contraire, et qu'il ne peut en être autrement car toutes les autres dispositions de la Constitution vont à l'encontre de ce principe. Par contre, et chaque travailleur reconnaîtra sans peine que la bourgeoisie monopoliste n'hésitera pas à employer cet aspect-là de la Constitution : il est tout-à-fait possible au pouvoir capitaliste, TOUT EN RESPECTANT SCRUPULEUSEMENT LA CONSTITUTION, de recourir au fascisme si l'« Union de la

gauche », victorieuse ou non sur le plan électoral, risquait de se trouver débordée par le mouvement révolutionnaire des masses. Car c'est là la principale préoccupation du pouvoir monopoliste profondément angoissé depuis 1968 par la perspective de la révolution prolétarienne. Et l'article 16, tristement célèbre car il est l'affirmation CONSTITUTIONNELLE de la possibilité pour le pouvoir d'instaurer une dictature ouverte, n'est que le summum des justifications légales dont dispose la bourgeoisie pour préserver son trône par la terreur. Dès lors, n'est-il pas évident que la lutte entre REVOLUTION et CONTRE-REVOLUTION passe par la lutte entre partisans du régime bourgeois, incarné par la Constitution, et la masse du peuple, classe ouvrière en tête, contre qui cette Constitution est dirigée. D'ailleurs, lorsque la Constitution de la V^e fut imposée au peuple, sous la pression d'un chantage à la guerre civile par le gouvernement de Gaulle issu du coup d'Etat d'Alger, le Parti communiste français ne dénonça-t-il pas le caractère antidémocratique, anti-populaire et FASCISTE de la nouvelle Constitution ?

Mais aujourd'hui ses dirigeants révisionnistes s'en accommodent fort bien, comme vient de le souligner avec insistance et vraiment toute honte bue, Georges Marchais.

Nous, marxistes-léninistes, qui avons repris en main le glorieux drapeau rouge des Communistes, celui de la Révolution d'Octobre, nous appelons DES MAINTENANT les masses ouvrières et paysannes de notre pays ainsi que tous les travailleurs intellectuels et que tous les groupements et associations anti-électorales,

1° A répondre à la duperie électorale par l'ABSTENTION ;

2° A s'unir en s'organisant sans tarder, dans les entreprises, les quartiers, les universités CONTRE LES MYSTIFICATIONS ELECTORALISTES et POUR L'ABROGATION DE LA CONSTITUTION REACTIONNAIRE.

A BAS LA FARCE ELECTORALE !
ABSTENTION !

A BAS LA V^e REPUBLIQUE !
VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

OCTOBRE 1917

LES SOVIETS, UNE ARME IRREMPLAÇABLE

Une arme forgée par les masses

C'est en 1905 que les prolétaires de Russie ont inventé cette forme d'organisation sans exemple alors... les soviets...

Comme une traînée de poudre

Dans la Russie de 1905, le peuple gémit sous le joug des tsaristes. Exploitation forcée des ouvriers dans des usines-prisons, servitude effroyable des paysans sur les domaines des gros propriétaires fonciers, arbitraire odieux du gouvernement du tsar ; de lourdes montagnes pèsent sur les masses, qu'accroît la guerre russo-japonaise.

Le prolétariat russe lève la tête. Décembre 1904 : c'est la grève victorieuse de Bakou ; les ouvriers du pétrole, sous la direction des bolcheviks obtiennent la première convention collective de Russie... Puis les grèves économiques se multiplient... à Pétersbourg — usine Poutilov —, à Ivanovo — Voznessenk, à Lodz... Le 9 janvier 1905, le tsar envoie la troupe contre des dizaines de milliers d'ouvriers venus lui demander justice avec des bannières d'église, des icônes et des portraits.

« Le peuple a conscience de la grandeur et de l'importance de la lutte qui s'engage à l'heure actuelle. Il faut seulement trouver la forme pratique qui permettrait au prolétariat de réaliser sa domination. Cette forme, c'est le système des soviets avec la dictature du prolétariat ! La dictature du prolétariat ! Ces mots, jusqu'ici, c'était du latin pour les masses. Grâce au rayonnement du système des soviets dans le monde, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes ; la forme pratique de la dictature a été trouvée par les masses ouvrières ». (Lénine, Discours d'ouverture au premier congrès de l'Internationale, p. 479. « Œuvres choisies », Editions sociales).

Mars 1919. Le pouvoir des soviets se renforce en Russie alors que continue la dure lutte contre les ennemis de classe et les puissances impérialistes. Le mouvement révolutionnaire grandit en Europe et s'ouvre à Pétersbourg le 1^{er} Congrès de la III^e Internationale. Mars 1919 : une assurance extraordinaire s'installe au cœur des prolétaires du monde : la révolution prolétarienne est possible ; l'héroïque tentative des communards n'a pas été vaine. Car là-bas, en Russie, vit et dure le premier pouvoir prolétarien, le pouvoir des soviets. Ce n'est plus hypothèse « d'école » ou espoir insensé. Ce n'est plus du latin. C'est une réalité : la vie a tranché ; les masses ouvrières ont TROUVÉ la forme de leur domination de classe.

Le « Dimanche sanglant » ! C'est la foi dans le tsar que ses troupes ont fusillé ce 9 janvier. Les grèves

deviennent politiques ; et s'enfle dans la classe ouvrière russe un courant irrésistible de lutte contre le tsarisme.

Alors naissent les soviets de députés ouvriers... A Ivanovo-Voznessenk, la grève dure près de deux mois et demi ; 70 000 grévistes dont beaucoup de femmes. Chaque jour, on se rassemble, sur les bords de la Talka ; on discute des besoins du prolétariat. Là, les bolcheviks sont actifs. Le tsar déclare l'état de siège et fait tirer sur les ouvriers. Ils tiennent bon malgré la faim et les brimades, et créent un des premiers soviets de députés ouvriers, conseil qui réunit des délégués de toutes les usines de la ville... Puis, le mouvement des soviets se développe... une traînée de poudre. Le 26 octobre, ouvriers des fabriques et usines de Pétersbourg votent pour leurs députés au soviets de la ville... Puis les soviets naissent dans d'autres centres ouvriers... A Moscou, des soldats créent leur propre soviets...

Que sont ces organisations sans exemple dans l'histoire ? Des organisations politiques de MASSE de la classe ouvrière, ni partis ni mouvements politiques, elles rassemblent les larges masses ouvrières en lutte contre le tsarisme ; les prolétaires élisent leurs délégués dans l'usine, dans la fabrique, sur la base de l'unité de production. Organisations POLITIQUES, les soviets organisent la lutte contre le tsarisme. A Moscou, le soviets prépare l'insurrection armée et organise des « détachements de combat ». Organisations politiques, les soviets agissent déjà en tant que pouvoir ; ils légifèrent et font exécuter certaines revendications ouvrières et démocratiques : liberté de la presse, journée de 8 heures, refus de payer les impôts tsaristes, confiscation de l'argent tsariste pour subvenir aux besoins de la révolution.

Telles sont les CREATIONS des ouvriers russes pour servir leur combat de 1905...

Municipalités ou soviets

Mais chacun en Russie n'a pas reconnu dans les soviets leur nouveauté et leur originalité. A Pétersbourg, les hommes qui dirigent le soviets sont des « mencheviks ».

Membres du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, Parti de Lénine, ils refusent néanmoins l'insurrection, préchent la conciliation avec la bourgeoisie libérale prête à s'allier avec le tsar au prix de quelques postes ! Face aux centaines de milliers de prolétaires en mouvement,

ils pratiquent la temporisation et l'attentisme ; ce sont les porte-parole de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Aussi transformèrent-ils la nature des soviets qu'ils divisent. Pour eux, ce ne sont pas des embryons du pouvoir révolutionnaire ni des organes de l'insurrection, mais des organismes d'administration locale, autonome, des « municipalités démocratisées » susceptibles de gérer les intérêts du capitalisme toujours en place.

Un article de Lénine du 4 juillet 1906 permet d'éclairer cette question de la nature des soviets. En juin 1906, la révolution a échoué ; c'est pourtant le moment choisi par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks pour demander le rétablissement du soviets des députés ouvriers de la ville. Les bolcheviks s'y opposent, largement soutenus par les ouvriers au cours de meetings et de réunions pendant le mois de juillet.

Lénine précise les conditions de création d'un soviets qui interdissent de le faire en 1906, alors que la situation n'est pas mûre pour un nouveau mouvement révolutionnaire, le mouvement paysan retardant sur le mouvement ouvrier :

« Personne n'avait songé à créer un soviets des députés ouvriers pour les enquêtes, le développement des syndicats et autres choses semblables. CREER UN SOVIET, C'EST CREER L'ORGANE DE LA LUTTE DIRECTE DES MASSES DU PROLETARIAT. On ne saurait créer de tels organes à n'importe quel moment, alors que les unions professionnelles et les partis politiques sont INDISPENSABLES TOUJOURS ET SANS RESERVES, et ils peuvent et doivent être constitués quelles que soient les circonstances ». (T. 11, p. 87).

Les analyses de Lénine sont très claires. Ni partis, ni syndicats, les soviets sont des organes issus de la lutte politique des larges masses ouvrières. Et cela, pas dans n'importe quelle circonstance ! MAIS QUAND LA QUESTION DU POUVOIR EST POSEE POUR LES LARGES MASSES.

1905 : Les grèves politiques de masse prennent le tsarisme pour cible. La question du pouvoir est posée. Les ouvriers russes « inventent » les soviets.

1906 : La révolution a échoué, notamment car n'a pas été réalisée l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. La situation n'est pas favorable à un mouvement révolutionnaire qualitativement supérieur. Les soviets ne sont plus à l'ordre du jour. Jusqu'à la prochaine vague révolutionnaire.

Instruments de la lutte

Révolution démocratique bourgeoise a triomphé.

Dès les premiers jours, les soldats et les ouvriers insurgés créent des soviets de députés et soldats, car l'idée des soviets est restée VIVANTE au cœur des masses ouvrières. Chose nouvelle : ouvriers et soldats se rassemblent dans la même organisation ; les députés soldats sont en majorité des paysans mobilisés et, d'emblée, les soviets deviennent l'organisme de l'ALLIANCE des ouvriers et des paysans contre le pouvoir tsariste.

Les rues de Pétersbourg ont retenti des cris « A bas le tsar ! », « Du pain ! », « A bas la guerre ! » qui résument les aspirations profondes des masses révolutionnaires. Avant tout, la PAIX, du PAIN, la LIBERTE et pour les soldats, paysans mobili-

sés, la TERRE. Pourtant, les soviets de députés ouvriers et soldats n'exercent pas nettement ces revendications, dès février 1917. Largement composés de mencheviks, ils font confiance au Gouvernement provisoire bourgeois qui poursuit d'autres buts : arrêter la révolution, et continuer la guerre impérialiste.

Ainsi s'instaure une situation originale, celle de la DUALITE DU POUVOIR, enchevêtrement de la dictature bourgeoise (le gouvernement provisoire) et de la dictature du prolétariat et de la paysannerie — les soviets des députés ouvriers et soldats. En février 1917, les soviets ont cédé, de leur plein gré, le pouvoir à la bourgeoisie en soutenant le Gouvernement provisoire mais ils n'en représentent pas moins un POUVOIR REEL.



Les milices ouvrières : le prolétariat en armes défend son pouvoir.

A Pétersbourg, le Gouvernement provisoire ne peut rien contre le soviets : il n'a ni police, ni armée, et dans le soviets, le peuple en armes légifère et exécute directement. C'est un pouvoir du même type que la COMMUNE de PARIS. Les organes de la dictature du prolétariat existent dès février 1917.

Cette dualité est par nature transitoire, car :

« La bourgeoisie est pour le pouvoir unique de la bourgeoisie ».

Les ouvriers conscients sont pour le pouvoir unique des soviets de députés des ouvriers, des salariés agricoles, des paysans et des soldats... » (Sur la dualité de pouvoir, T. 24, p. 31)

« Tout le pouvoir aux soviets ! »

« Tout le pouvoir aux soviets » : c'est le mot d'ordre bolchévique que s'approprient peu à peu les masses révolutionnaires. Que vise-t-il ?

« Non pas une République parlementaire — y retourner après les soviets des députés ouvriers, ce serait un pas en arrière — mais une République des soviets des députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays entier, de la base au sommet ». (Les tâches du prolétariat dans la présente révolution, T. 24, p. 13).

Il faut préparer la révolution prolétarienne, assurer le passage de la première étape de la révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie (février 1917) à sa deuxième étape qui donnera le pouvoir au prolétariat et à la paysannerie. Ce sera... octobre 1917.

De février à octobre, le mot d'ordre prendra deux formes :

— De février à juillet, il signifie la conquête de la majorité des soviets. Il s'agit de combattre les illusions sur le Gouvernement provisoire, de faire comprendre que la dualité du pouvoir doit prendre fin en faveur du pouvoir des soviets. Il faut expliquer inlassablement aux masses :

« C'est uniquement en combattant cette aveugle crédulité (N. du R. : vis-à-vis du Gouvernement provisoire) — qu'on ne peut et qu'on ne doit combattre que sur le terrain des idées, par une persuasion fraternelle, en invoquant l'expérience vécue — que nous pouvons... stimuler réellement la conscience prolétarienne aussi bien que la conscience des masses, leur initiative, audace et décision, dans chaque localité ; sti-

muler la conquête, le développement et l'affermissement spontanés des libertés, de la démocratie, du principe de la possession de toute la terre par l'ensemble du peuple ». (Les tâches du prolétariat dans notre révolution, T. 24, p. 55).

Instruments de la lutte des masses, les soviets sont alors le LIEU de la lutte idéologique au sein des masses, de la CONQUETE DES MASSES par les communistes.

En juillet 1917, leurs idées, patiemment expliquées, ont fait leur chemin. Lors du premier congrès des Soviets, des centaines de milliers de manifestants exigent la remise du pouvoir aux soviets, devant le siège du Comité exécutif central des soviets. Ce sont les fusils des « junkers » qui leur répondent. Le sang ouvrier a coulé. La dualité du pouvoir a pris fin.

— D'août à octobre, « tout le pouvoir aux soviets » signifie la préparation de l'insurrection armée. Les soviets sont dès lors « bolchévisés ». Dans la riposte aux tentatives putschistes de Kornilov, ils ont été en première ligne. Les mencheviks avaient tenté de faire des soviets des « purs moulins à paroles, occupés, sous couleur de « contrôle » à voter des résolutions et des vœux impuissants ». Peine perdue ! les soviets prennent leur essor de manière irrésistible. L'initiative des masses y trouve son cadre alors qu'approche la révolution prolétarienne. Les soviets se préparent à monter à l'assaut final. Ecoutons John Reed témoigner :

« Pétersbourg présentait alors un curieux spectacle. Dans les usines, les salles des comités étaient remplies de fusils ; des ouvriers allaient et venaient ; la Garde rouge s'entraînait. Dans toute les casernes, il y avait chaque jour des meetings et les journées se passaient en discussions passionnées et interminables... »

(J. Reed, p. 80).

Le soviets de Pétersbourg crée un comité militaire révolutionnaire qui dirige l'insurrection ; les tâches sont réparties ; et alors que l'insurrection armée triomphe à Pétersbourg, s'ouvre à l'Institut Smolny, siège du Soviets et du Comité central bolchévique, le deuxième congrès des soviets de Russie, le 25 octobre 1917 ; il proclame le passage du pouvoir aux mains des soviets et vote les décrets fondamentaux sur la paix et la terre. La révolution prolétarienne a triomphé, le pouvoir des soviets commence...

Organes du nouveau pouvoir

« Le pouvoir aux soviets », cela signifie une refonte radicale de tout l'ancien appareil d'Etat, appareil bureaucratique qui entrave toute initiative démocratique ; la suppression de cet appareil et son remplacement par un appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique, celui des soviets, c'est-à-dire de la majorité organisée et armée du peuple, des ouvriers, des soldats et des paysans ». (Une des questions fondamentales de la révolution, T. 25, p. 400).

Organisations des larges masses, organisations directes des masses elles-mêmes, les soviets sont la « base permanente et unique de tout le pouvoir d'Etat, de tout l'appareil d'Etat ». Les premières heures de la Révolution d'octobre illustrent bien les caractères fondamentaux des soviets, organes du nouvel Etat prolétarien.

D'abord, leur caractère de masse, qui explique la mobilisation extraordinaire de tous dans l'élan révolutionnaire que souligne J. Reed :

« ... Il y avait des femmes aussi, avec des béches, certaines avec des fusils et des cartouches en bandoulière, d'autres avec des brassards de la Croix-Rouge, femmes des taudis, courbées et usées par le travail... Il y avait encore des matelots à la mine sévère, des enfants qui portaient à manger à leurs parents... Des camions se croisaient, hérissés d'hommes armés... Dans les champs, des deux côtés de la route, des femmes et des vieillards crousaient des tranchées et posaient des réseaux de fil de fer barbelé ».

(J. Reed, p. 291).

Organisation de masse, véritablement démocratique, qui libère toutes les initiatives et déjoue toutes les manœuvres ennemies. Un exemple parmi tant d'autres fourni par Reed :

« Nous aperçûmes un attroupeement inaccoutumé devant la gare Nicolas. Une foule de plusieurs milliers de matelots hérissés de fusils était massée devant l'édifice ».

Debout sur les marches, un membre du « Vïkrel » (syndicat des cheminots) parlait avec eux :

— « Camarades, nous ne pouvons pas vous transporter à Moscou. Nous sommes neutres, nous ne transportons les troupes d'aucun parti... »

Un immense rugissement lui répondit ; les matelots commencèrent à avancer. Tout à coup, une porte s'ouvrit toute grande : deux ou trois

serre-treins, un chauffeur et quelques autres cheminots apparurent :

— « Par ici, camarades, cria l'un d'eux ! Nous vous emmènerons à Moscou ! A Vladivostok si vous voulez ! Vive la Révolution ! ».

(J. Reed, p. 277).

Action directe des masses également qu'assure le fonctionnement des soviets, combinant pouvoir exécutif et législatif sur la base même de l'unité de production. On décide et on passe aussitôt à l'action, garantissant sur le champ l'exercice du pouvoir prolétarien. Ainsi, durant la prise du Palais d'Hiver, soldats et gardes-rouges pénétrèrent dans une salle où s'étaient les innombrables richesses du tsar amassées sur le dos du peuple. Chacun commence à prendre, l'un une pendule, l'autre des couvertures ou un chandelier ! Mais aussitôt, raconte Reed :

« ... une voix se fit entendre. « Camarades, ne touchez à rien, ne prenez rien, tout cela est la propriété du peuple ». Aussitôt, vingt voix de répéter... Les objets furent tant bien que mal replacés dans leurs caisses et d'eux-mêmes quelques hommes se chargèrent de monter la garde... »

(pages 146-147).

C'est dans le combat des masses ouvrières directement mises en branle que s'opère la destruction de l'ancien appareil d'Etat. Un dernier exemple permettra peut-être d'éclaircir les conditions d'exercice du nouveau pouvoir et sa nature. Le central téléphonique vient d'être pris et le commissaire du Comité militaire révolutionnaire n'a pu convaincre les jeunes téléphonistes dupées par la propagande anti-bolchévique de rester :

« Les employés, les hommes des lignes et les manœuvres restèrent. Mais il fallait s'occuper des fiches ; le téléphone était une question vitale. On n'avait pu garder qu'une demi-douzaine de téléphonistes professionnelles. Il fallut appeler des volontaires : une centaine se présentèrent, des soldats, des matelots, des ouvriers. Les six jeunes filles couraient à droite et à gauche, donnant des indications, aidant, grondant... Cahin-caha, le travail reprit, les fils recommencèrent à bourdonner ».

(J. Reed, p. 256).

Les « soviets ». Ce mot a fait le tour de la terre. Il reste pour nous un exemple, une raison d'espérer et de combattre.

Camille GRANOT.



MANIFESTATION POPULAIRE A PETROGRAD EN FEVRIER 1917

CHOIX DE LIVRES ET DE BROCHURES SUR LES LUTTES DU PEUPLE PALESTINIEN

LA LIBRAIRIE EDITION PALESTINE dispose d'un grand choix de livres, études, brochures relatifs au problème palestinien et aux affaires arabes (environ cent-cinquante titres différents à son catalogue)

Elle assure aussi la diffusion du bi-mensuel « Fath - Informations », bulletin du Mouvement de libération nationale de la Palestine (en langue française) et de « Falastine Al Thaura », journal du Comité exécutif de l'Organisation pour la libération de la Palestine (en langue arabe)

LA LIBRAIRIE EDITION PALESTINE 24 rue de la Réunion 75020 Paris. Tél. 636-01-56

CLASSE CONTRE CLASSE

S.P.L.I. (Fougères)

Non aux cadences qui rendent folles !

Crises de nerfs, dépressions nerveuses, migraines tenaces, tel est le lot quotidien des ouvrières au rendement de cette usine de confection de lingerie.

Lorsque l'une d'entre elles, de retour d'un congé maternité, s'est effondrée en hurlant sur sa machine qu'elle frappait du poing, les 400 OS de la S.P.L.I. ont estimé que cela suffisait comme ça, qu'on ne pouvait pas supporter indéfiniment l'intolérable et elles ont déclaré la guerre aux cadences qui rendent folles. Depuis le 8 novembre dernier, depuis deux mois déjà, elles tiennent bon, décidant par elles-mêmes le rythme des cadences qu'elles ont

à tenir. La production a diminué de 10 % environ et la direction se trouve dans l'incapacité de calculer les primes au rendement.

De ces primes, les ouvrières ne veulent plus. Elles entendent recevoir un salaire qui ne soit pas la contre-partie de leur santé, de leur équilibre nerveux.

Un salaire qui permette de vivre aussi : actuellement à la S.P.L.I., il n'y a pas un salaire qui atteigne 1.000 francs. La plupart se situe entre 800 et 850 F par mois pour 40 heures. 27 % des femmes doivent s'en contenter car elles n'atteignent même pas la norme fixée pour toucher un boni.

Cela ne suffisait pas encore à la direction qui venait de faire venir un spécialiste des études de temps pour voir si en pressant encore un peu plus les cadences, il n'y avait pas encore quelque profit à gratter sur le dos des ouvrières. Et au vu de son rapport il a conclu que si et décidé d'augmenter encore un peu plus les charges de travail !

C'en était trop, cette fois-ci. A l'unanimité les ouvrières ont adopté leur revendication, une seule, mais radicale : « Nous ne voulons plus de la rémunération au rendement ! A bas les cadences infernales ! »

CEGEDUR (Rive-de-Gier)

Pourquoi les travailleurs sont-ils en grève ?

La grève démarrée le 5 décembre se poursuit, toujours pour venir à bout de l'intransigeance patronale. Les travailleurs revendiquent une augmentation de 50 centimes de l'heure pour tous. La direction quant à elle se contente de proposer une vague et minuscule augmentation de la prime.

Le 2 janvier, un appel à un débrayage de solidarité était lancé aux ouvriers de la région par le comité de grève et le comité de soutien qui s'est constitué. Il était suivi à 90 % dans toutes les usines de la région, notamment : Marrel Frères, S.F.R., B.S.N., Durepoire, T.S.R. (textile), Blaners, Perissel, etc. Une manifestation de rue rassemblait environ quinze cents personnes. Des délégations des diverses entreprises qui participaient au débrayage de solidarité se rendaient à la chambre patronale pour faire connaître la motion suivante, votée dans toutes les usines :

« Le débrayage de deux heures aujourd'hui entend vous faire connaître que les travailleurs de la vallée du Gier prendront les initiatives qui s'imposent si le conflit de CEGEDUR devait se prolonger. »

Des tracts sont largement diffusés dans la région appelant la population à soutenir les grévistes, notamment en direction des femmes et des agriculteurs. Ils expliquent :

« Pourquoi les travailleurs de CEGEDUR sont-ils en grève ? »



Manifestation de solidarité avec les grévistes de CEGEDUR

» Il faut savoir que la production de l'usine de Couzon a augmenté de 20 % en un an. Et cela, malgré une réduction d'effectifs et une réduction d'horaire.

» C'est pourquoi ils exigent : 50 centimes de l'heure pour l'ensemble des ouvriers, ce qui correspond à l'augmentation du coût de la vie et à un réajustement des salaires vis-à-vis des autres usines de la firme.

» La lutte des travailleurs de CEGEDUR est la même que celle des petits agriculteurs de la région.

» C'est celle des exploités contre les exploités, contre le régime de l'argent, contre le régime des profits actuels. Avec nous, luttiez pour que la répartition des richesses soit faite en fonction du travail fourni par et pour les travailleurs... »

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE :

S.O.S. DEPANNAGE (Paris)

Le personnel en grève illimité depuis le 22 décembre a repris le travail le 8 janvier au matin, après avoir obtenu satisfaction sur ses principales revendications.

USINES RUSTINES (La Chartre sur le Loir)

Depuis longtemps les ouvriers se plaignaient des salaires insuffisants (certains inférieurs au SMIC) et des conditions de travail : matériel vétuste et insuffisant, accidents fréquents (en deux mois, deux jeunes ouvriers ont été mutilés). Depuis le 13 décembre, les ouvriers de la production se sont mis en grève. Ils réclamaient notamment une augmentation de 60 centimes à la fabrication et de 1 F à l'entretien. Le 3 janvier, ils occupaient l'usine, bloquant la production. Ils ont repris le travail le 9 janvier après avoir obtenu une augmentation de 6 % pour l'année, la direction n'ayant pas cédé l'augmentation uniforme revendiquée.

SOMAFER (Moselle)

Après une journée de grève menée par les ouvriers, la direction a capitulé sur la plupart de leurs revendications.

SOTRAIP (St-Pierre-des-Corps)

La direction semble vouloir reprendre un à un tous les avantages acquis lors de la longue grève de mai 1972. Elle a ainsi tenté d'imposer le travail en équipe. Mais une équipe qui travaillait la nuit, constatant qu'elle ne recevait pas les primes attendues, a repris d'autorité les horaires normaux.

Entreprise de transports (LOCTUDY-Finistère)

En grève depuis le 26 décembre, le personnel de l'entreprise de transports l'Helgoualch de Loctudy a repris le travail le 4 janvier au matin, après un refus des syndicats C.G.T. de soutenir plus longtemps les grévistes. Les ouvriers ont obtenu deux jours de congé supplémentaires et l'élection des délégués du personnel, mais ils n'ont pas réussi à arracher d'entre les mains de l'exploiteur l'Helgoualch, le treizième mois. N'est-ce déjà pas une victoire que d'avoir obtenu satisfaction pour la moitié des revendications ? Mais les ouvriers mécaniciens de l'entreprise l'Helgoualch n'ont pas dit leur dernier mot et obtiendront coûte que coûte satisfaction totale...

Contrairement à ce qui avait été dit dans le numéro 172 de H.R., les chauffeurs n'avaient pas pris part à la grève à cause du syndicat des transports refusant de les aider dans la lutte.

APRÈS LES AVOIR TOTALEMENT DÉPOUILLÉES Les laisseront-ils mourir ?

Monsieur le Président de la République, Depuis le 19 décembre, date à laquelle nous avons entrepris une grève de la faim pour protester contre l'iniquité commise envers nous, nous vous avons écrit plusieurs lettres ; toutes sont demeurées sans réponse, pourtant la situation s'aggrave et nous attendons toujours ! Aujourd'hui, nous en sommes à notre 28^e jour de grève. Encore combien de jours avant notre mort ?

Jusqu'au 25^e jour de notre grève, la seule visite officielle a été celle du commissaire du quartier suivi de son subordonné, venu pleurnicher sur notre risque de perdre la vie et proposant de la sauvegarder avec champagne et petits fours.

Le « Nouvel Observateur », attentif lui, a mis à notre disposition une infirmière de nuit. Pour rivaliser subtilement, peut-être allez-vous commander des bières !

Le vendredi 12 janvier, le député Vernaudon et le sénateur-maire Berthaud sont enfin venus nous voir, après de mul-

tiples pressions et demandes exercées par le comité de soutien. Les élections approchent et ils le savent.

Publiquement, devant quelques journalistes que nous avions invités, le sénateur-maire Berthaud a reconnu l'illégalité de la saisie de notre outillage professionnel, et s'est étonné du fait que notre action judiciaire pour l'application du tarif légal de nos loyers n'ait pas abouti. En conséquence, il a accepté de prendre un arrêté de réquisition du local dont nous avons été expulsés. Cet arrêté doit maintenant être accepté par la préfecture, c'est-à-dire l'Etat, et vous, M. Pompidou, qui êtes à sa tête.

Si cette réquisition, début de solution à nos demandes, est refusée, vous serez directement responsable de notre mort, vous serez un assassin.

Animées d'une volonté sans faille de faire respecter la justice, nous réclamons qu'elle nous soit d'abord rendue.

Dans cet appel, s'unissent à nous les forces extraordinaires des voix éteintes

Image édifiante du capitalisme, le sort oppressif des sœurs Huet déjà exposé dans notre précédent numéro atteint au paroxysme de l'ignoble. Voici la lettre qu'elles viennent d'adresser à Pompidou, comme ultime tentative de faire reconnaître leurs droits et la justice.

de nos frères suicidés, victimes de ce système pourri ; vivante et retentissante la force de tous les groupes conscients du danger qui menace les vraies valeurs de la vie ; la force aussi, muette encore, mais réelle, de tous les méprisés, de tous les humiliés, des jetés dehors qui se reconnaissent en nous.

Nous sommes conscientes de notre volonté exceptionnelle et la mettons au service de tous.

Cette fois, les choses sont différentes : ou bien justice nous est rendue, pleine et entière, ou bien les autorités accompliront publiquement cet acte meurtrier. D'ordinaire en effet, elles rejettent cette responsabilité ; les victimes meurent dans l'ombre, ignorées.

Ce que nous demandons :

- La réintégration dans les lieux ;
- Le remboursement de la totalité des sommes trop perçues par notre propriétaire ;
- Le remboursement des frais accablés par notre lutte ;

— La récupération de nos affaires personnelles, de notre outillage professionnel et le paiement des frais du garde-meubles ;

— Le remboursement de la somme versée à l'huissier pour l'arrêt de la vente abusive de nos affaires ;

— L'exemption de l'indemnité réclamée par le propriétaire, relative à notre maintien dans les lieux, et l'exemption des frais du procès ;

— Considérant avoir subi des préjudices moraux et matériels très graves, nous demandons pour chacune de nous le montant de la somme réclamée par notre propriétaire à l'Etat, c'est-à-dire le double de cette somme ;

— Le paiement de nos journées de grève ;

— La prise en charge de nos frais jusqu'à notre rétablissement complet.

Nous n'avons plus la force physique de vous écrire de notre main, le comité de soutien le fait sous notre dictée.

S. et J. HUET.

4 ans de prison pour Tramoni :

C'EST UN APPEL AU MEURTRE

4 ans de prison ! C'est le prix auquel la justice bourgeoise a évalué la vie de Pierre Overney. Mais que fallait-il attendre d'autre ? Cette justice n'est-elle pas faite pour les ennemis des travailleurs ; son rôle n'est-il pas d'assurer le maintien au pouvoir de la bourgeoisie ? Impitoyable pour les pauvres, sans pitié pour les révolutionnaires, elle est pleine de clémence pour les tueurs.

Pendant quatre jours on aura entendu chanter les louanges du tueur Tramoni. On entendit Dreyfus, P.D.G. de Renault déclarer : « Si Tramoni est intervenu ce jour-là et s'il l'a fait, quelles que soient ses fonctions, on ne peut que l'approuver ».

On l'entendit nier l'existence de la milice patronale. Le frère de Pierre Overney lui dit alors le mot qui devait lui être dit : « menteur ».

On entendit aussi les parents de Pierre Overney parler de leur enfant : « Nous avions le meilleur des garçons, courageux, sensible, intelligent. Il a toujours tout fait en plus de son travail pour aider son père estropié. Il le faisait de plein cœur, sans contrainte. Nous étions une famille unie, où nous étions très au chaud entre nous... »

D'un côté, un ouvrier, fils d'ouvrier, combattant pour sa classe.

De l'autre un tueur partout présent où ses maîtres l'appellent, en Algérie comme chez Renault.

Tramoni est de ceux que la bourgeoisie paie pour tuer.

Après la condamnation de l'assassin de Michel Labroche à deux ans de prison, celle de Tramoni à 4 ans est un véritable appel au meurtre.

La bourgeoisie a besoin de ses hommes de main, de ses terroristes pour les lâcher contre la classe ouvrière.

La mère de Pierre Overney disait lors de son témoignage : « Si ce bandit n'est pas enfermé jusqu'à la fin de ses jours, je dirai partout qu'il y a un assassin qui court dans les rues ».

Nous vivons aujourd'hui dans un pays où les assassins sont en liberté, dans un pays où la bourgeoisie se prépare à la terreur contre la classe ouvrière.

Par tous les moyens il faudra riposter au scandale.



Sans cette photo probante, l'assassin aurait été acquitté !

SYLVAIN DÉMENTI... PAR SYLVAIN !

25 février 1972 : Pierre Overney est assassiné. Le syndicat C.G.T. Renault déclare :

« Les hommes de main fascistes, sous des étiquettes maoïstes, embauchés spécialement ont monté à la Régie une série de provocations »...

« Un commando extérieur à l'usine s'en est pris au gardiennage qui s'est fait assaillir à coups de barres de fer ».

9 janvier 73 : Procès de l'assassin. Sylvain, secrétaire du syndicat C.G.T. Renault comparait comme témoin (à la requête du tueur Tramoni) et déclare : « C'est un meurtre délibéré »... « Nous considérons tous qu'un pareil crime appelle un châtiement exemplaire ».

Ces déclarations ne sauraient faire oublier celles prononcées un an plus tôt.

Au contraire elles en font ressortir toute l'infamie.

Et lorsque nous voyons « l'Humanité » mettre en gros caractères la déclaration de Mme Overney : « Nous avions en Pierrot le meilleur des garçons », nous n'oublions pas pour autant « l'Humanité » du 26-2-72 qui titrait : « La loi des voyous » et présentait Pierre Overney comme un ancien élève de l'école centrale. Au contraire...

A BAS LE COLONIALISME FRANÇAIS

On sait que le colonialisme français continue d'exploiter féroce-ment de nombreux peuples.

Il le fait, selon ses intérêts, soit directement dans le cadre des « départements d'outre-mer » (D.O.M. : Guyane, Martinique, Guadeloupe, Réunion), soit d'une manière plus souple dans le cadre de « territoires d'outre-mer » (T.O.M. : Comores, Djibouti, Nouvelle-Calédonie, Polynésie, etc.).

C'est ainsi qu'aux termes des dispositions de l'article 72 de la Constitution de 1958, « les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les territoires d'outre-mer ». L'article 74 précise que « les territoires d'outre-mer ont une organisation particulière tenant compte de leurs intérêts propres dans l'ensemble des intérêts de la République. Cette organisation est définie et modifiée par la loi après consultation de l'assemblée territoriale intéressée ».

Tels sont les fondements du colonialisme français. Que propose le Programme commun de gouvernement ? Dans son chapitre VI (le plus court de tous), page 183, que nous citons intégralement, il déclare : « Le gouvernement reconnaîtra le droit à l'autodétermination des peuples des D.O.M. et des T.O.M. Les nouveaux statuts seront discutés avec les représentants des populations concernées et devront répondre aux aspirations de celles-ci. La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion seront érigées en collectivités nouvelles prévues par l'article 72 de la Constitution ; les populations de ces quatre territoires seront appelées dans le meilleur délai à élire, chacune au suffrage universel — et dans des conditions assurant l'exercice réel des libertés démocratiques — une assemblée ayant pour but l'élaboration d'un nouveau statut qu'elle discutera avec le gouvernement et qui permettra à ces peuples de gérer eux-mêmes leurs propres affaires ».

On peut en conclure :

1° Que ce document n'envisage que « le droit à l'autodétermination », à l'exclusion du droit à l'indépendance dont il ne parle pas ;

2° Qu'il ne retient que l'hypothèse, d'ailleurs conforme à l'article 72 de la Constitution des monopoles, du passage des quatre D.O.M. au statut de T.O.M. ;

3° Que ce passage sera effectué conformément à la procédure de l'article 74, ce qui confirme l'entière soumission au légalisme bourgeois ;

4° Que rien n'est prévu en faveur des pays qui ont déjà actuellement le statut de T.O.M. Pourquoi ?

Cette dernière question est particulièrement importante puisqu'elle met en cause le devenir du colonialisme français. Elle doit donc retenir tout spécialement notre attention.

En vérité, il est clair que si rien de précis n'est formulé dans le Programme commun en faveur des T.O.M., c'est que ceux-ci seront contraints de demeurer ce qu'ils sont et n'auront pas le droit de réclamer leur indépendance. Le statut de T.O.M. suffit aux yeux des rédacteurs du Programme commun et les D.O.M. ne seront pas autorisés à demander mieux. D'ailleurs, depuis la conférence de Paris de juin 1972, les partis de gauche n'admettent que le droit à l'autonomie interne, ce qu'ils n'ont pas osé rappeler dans leur Programme.

On voit donc que la soi-disant politique anticoloniale de la gauche dans le cadre de la prétendue démocratie avancée sera en fait du néo-colonialisme.

Certes, Marchais précise dans son introduction page 38 qu'« il ne s'agit pas d'un programme socialiste ».

Mais alors, que nous annonçait-on pour l'époque du socialisme ?

Comme l'indique le Programme du P.C.F., page 242, « le Manifeste pour une démocratie avancée, pour une France socialiste (décembre 1968) définit ce que (le socialisme) signifiera ». En effet, le Manifeste de Champigny contient pages 43 et suivantes des développements qui se

veulent détaillés sur ce que sera effectivement le socialisme... à la sauce révisionniste ! Or, ce qui frappe, c'est que l'on n'y trouve rien concernant les peuples d'outre-mer.

La conclusion s'impose donc : les départements devenus T.O.M. sous la démocratie avancée et les autres T.O.M. devront conserver durant toute la longue période du « socialisme » leur statut de T.O.M. : toujours pas question d'indépendance !

C'est là, fondamentalement, une attitude anti-marxiste-léniniste.

Chacun se souvient en effet de la parole de Marx pour qui « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être un peuple libre ».

Pour Lénine, l'autodétermination n'est pas qu'un simple allègement du lien colonial ; pour lui, « par autodétermination des nations, on entend leur séparation en tant qu'Etat d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'Etats nationaux indépendants » (Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mai 1914).

Aussi nous prescrit-il, dès lors que « sont apparus des mouvements nationaux de masse », de « reconnaître à tous le droit de séparation ». « Si nous ne mettons pas en avant et si nous ne faisons pas passer dans notre effort d'agitation le mot d'ordre du droit de séparation, nous ferons

le jeu non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des féodaux et de l'absolutisme de la nation qui opprime ». « Nous éduquons les masses dans l'esprit de la reconnaissance de ce droit dans l'esprit de la répudiation des privilèges d'Etat de quelque nation que ce soit » (Ibid.).

L'autodétermination n'est donc pas seulement la reconnaissance du droit à l'autonomie interne comme voudraient nous le faire croire les révisos-réformistes du Programme commun de gouvernement, mais plus largement la reconnaissance expresse du droit à la séparation, du droit à l'indépendance.

Telle est l'exacte position marxiste-léniniste.

Telle a d'ailleurs été la juste position du jeune Parti communiste marxiste-léniniste de France (interdit arbitrairement le 12-6-68) qui, dès sa création en décembre 1967, s'est officiellement et publiquement prononcé dans son Programme en faveur de la « lutte pour l'indépendance totale et inconditionnelle de tous les « départements » et « territoires » d'outre-mer ».

Peuples d'outre-mer, emparez-vous de votre destin, rejoignez vos jeunes avant-gardes et préparez-vous à la lutte pour votre liberté et votre indépendance !

Les marxistes-léninistes de France seront toujours à vos côtés !

ALBANIE AUJOURD'HUI

REVUE POLITIQUE ET D'INFORMATION

ABONNEMENT : 1 an, 20 F

L'exemplaire : 3,30 F

Ecrire à : Drejtoria Qëndrore e Përhapjes librit,
Rruga Konferenca e Pezës, TIRANA (ALBANIE)
ou par notre intermédiaire

LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

VITRY-SUR-SEINE :

SOUTIEN POLITIQUE ET MATÉRIEL
AU PEUPLE VIETNAMISIEN

« L'Humanité Rouge » offre en exemple à ses lecteurs l'initiative prise par un C.D.H.R. et appelle ses camarades et sympathisants à renforcer leur soutien politique et matériel au peuple vietnamien.

Au lendemain de la manifestation de soutien à la lutte du peuple vietnamien, de la République au Père-Lachaise, nous avons commencé une collecte dans le quartier où nous militons.

Alors qu'il redouble d'efforts contre la nouvelle escalade à laquelle l'impérialisme U.S. se livre en bombardant massivement Hanoï et Haïphong, nous avons tenu à lui donner en plus de notre soutien permanent un coup de soutien politique et financier.

Nous avons fait la collecte dans un drapeau rouge en tenant un panneau, à la porte des usines, sur les marchés, à la gare, dans les H.L.M. Nous propositions également, au prix que les gens pouvaient, des brochures vietnamiennes tel le « Programme politique du F.N.L. du Sud-Vietnam » et, comme c'est la période des fêtes, des petits livres chinois pour enfants (près de deux cents vendus).

L'indignation des travailleurs français et étrangers est grande contre la reprise des bombardements U.S. au Nord-Vietnam. Plusieurs centaines d'entre eux ont tenu, malgré leur porte-monnaie bien dégarni en cette période, à soutenir le peuple vietnamien.

Leur enthousiasme faisait plaisir à voir :

— Un ouvrier magasinier nous a donné 10 francs et a raconté avec émotion comment, à l'âge de quatorze

ans, il collectait déjà pour les ouvriers de 1936 en grève ; avec justesse, il ne faisait pas de différence entre aider ces ouvriers français et le peuple vietnamien en lutte ;

— Des enfants nous ont rattrapé dans l'escalier après avoir cassé leur tirelire ;

— Des anciens et des petites vieilles aux retraites misérables ont donné des pièces de 10, 20, 50 centimes ;

— Une femme espagnole qui a connu le fascisme dans son pays avait posé 2 francs dans le drapeau ; elle est revenue, après avoir terminé son marché, donner les pièces qui lui restaient ;

— Un jeune Algérien a longuement tenu le drapeau rouge avec nous devant la gare (c'est comme ça que nous avons fait connaissance) ;

— Plusieurs personnes ont tenu à faire elles-mêmes la collecte dans leurs cités et auprès des leurs.

Seuls nous ont mal reçu les réactionnaires finis de l'U.D.R. et des petits pontes révisos tels ceux d'une usine qui nous ont murmuré au passage : « Tu vas voir si tu ramènes ta gueule à la manif » ; ils l'ont murmuré en baissant la tête parce qu'ils n'osent pas le dire tout haut devant les ouvriers.

Mais les sympathisants trompés du P.« C. » F. qui n'ont rien à voir avec ces petits roquets, se sont montrés des anti-impérialistes sincères. Ils ont ainsi montré un bon sens de classe. Ce n'est pas le cas de cette dame distinguée qui a répété à l'un de nous : « Je donne pour « l'Humanité », pas pour « l'Humanité Rouge », sans vouloir comprendre que c'était pour le Vietnam qu'il s'agissait de donner.

Nous nous sommes démarqués des révisionnistes en faisant une collecte qui n'était pas une quête pleurarde mais une véritable campagne de soutien politique et financier de travailleurs à travailleurs dans la ligne du célèbre appel de Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », qu'on voit d'ailleurs en de multiples endroits sur nos affiches dans ce quartier où il y a de nombreux travailleurs immigrés.

Ainsi un travailleur nous a dit : « Des quêtes comme ça, la municipalité (révisionniste) en a déjà faites et on ne sait pas ce que notre argent est devenu, on ne vient plus jamais nous revoir pour en donner des nouvelles ; confiez-moi un enfant vietnamien, je le nourrirai, mais les quêtes je ne donne plus. » On lui a d'abord répondu que ce n'était pas pour une quête qu'on lui demandait mais

pour un soutien de classe à des travailleurs qui se sont déjà battus contre nos exploiters et dont la cause est celle de tous les peuples du monde. Ensuite, pour bien lui montrer, nous lui avons donné le « Programme politique du F.L.N. » en lui disant que les Vietnamiens eux-mêmes considèrent le soutien politique comme aussi important que le soutien financier et qu'il pourrait ainsi les soutenir en popularisant leur position autour de lui.

Par ailleurs, nous nous sommes essentiellement consacrés à la collecte de soutien, contrairement aux révisionnistes qui se sont consacrés comme d'habitude à leur « Humanité Dimanche » pleine de publicité impérialiste. Et pourtant on nous a pris davantage « l'Humanité Rouge » que d'habitude. Voilà bien une preuve qu'en nous montrant les meilleurs dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, nous progresserons et nous arracherons les travailleurs à toutes les influences bourgeoises et révisionnistes !

Car c'est sur les actes qu'ils font la différence, et nos actes à nous, ils sont les mêmes que nos paroles.

Nous avons mis les 650 francs de la collecte dans un drapeau rouge que des habitants de Vitry, français et immigrés, sont allés porter à la délégation du Nord-Vietnam à Paris.

Reçus par un représentant nord-vietnamien dans une salle où se trouvait un grand portrait d'Hô Chi Minh, l'un de nous a lu la déclaration suivante :

« Les habitants de Vitry-sur-Seine et Chevilly-Larue condamnent l'escalade de crimes à laquelle se livrent les agresseurs américains au Vietnam.

» Ils exigent l'arrêt immédiat des bombardements.

» Persuadés que la victoire du peuple vietnamien ne saurait tarder, ils veulent ajouter à leur soutien politique une aide matérielle de travailleurs à travailleurs.

» Ils sont heureux de vous remettre la somme de 650 francs recueillis à la porte d'usines, sur les marchés, à la gare, dans les H.L.M., au cours d'une collecte organisée par « l'Humanité » Rouge », journal communiste marxiste-léniniste. »

Le représentant nous a demandé de transmettre les remerciements du peuple vietnamien à tous ceux qui le soutiennent. Il nous a dit avec fierté que trente-trois B 52 avaient déjà été abattus, et a serré avec chaleur la main d'un travailleur arabe qui disait : « La lutte c'est la victoire. »

Nous sommes partis enthousiastes, avec dans la tête la phrase que nous avions écrite dans le drapeau rouge : « Le peuple vietnamien vaincra ! Les agresseurs américains seront vaincus ! »

C.D.H.R. Eugène-Varlin.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

CDHR Kirov	20
1 enseignant du Gard (janvier)	20
Soutien usine et quartier Bébert	4
3 ouvriers	2,50
1 mécano	1
1 couple ML	23
1 travailleur immigré	0,50
Les ML de l'usine	11
Anonymes	50
CDHR longue marche	50
S.Z. en supplément affiches	2,50
Des enseignants de l'Ouest	36
J.P.S. soutien à notre presse	10
Pour la bataille de HR	2
1 sympathisant ex-PSU	50
CDHR Cdt Bourgat	106
CDHR NVT	40
Soutien mensuel F. Yveton	142,50
1 couple de travailleurs	1
1 sympathisant	3
Soutien à HR U.J.	40
Soutien permanent, anonyme Sud	20
Des ouvriers sur un marché	2,50
Des sympathisants	17
CDHR Joseph Staline	126
S. permanent Lissagaray	35
1 Breton à Paris	5
M.S. soutien permanent pour un 12 pages	20
1 jeune cheminot (janvier)	50
C.M.H. soutien à HR	118
B.J.P. HR vaincra !	10
S. permanente Roger	60
1 ancien officier FTP	50
Vive l'Albanie socialiste	5
1 ancien militant du P.« C. » F.	5
F.D. en plus de mon réabonnement, soutien à HR	5
Une femme petit fonctionnaire	10
Contre l'électoratisme	100
Soutien à HR	2
1 musicien sympathisant	4
1 travailleuse	1
CDHR Dallidet	30
Anonyme	50
A mort la vermine US. Normandie Rouge	5
1 disciple de F. Marty	20
S.J.P. soutien	5
1 communiste espagnole	10
C.C. soutien à HR	5,50
CDHR Julien Hapiot	43
1 lycéen du technique	0,50
1 future institutrice	8,50
1 couple de sympathisants	5
1 couple cheminot	2
CDHR Denis Gemnitz	14
1 camarade	4

Total de la semaine	1 461
Total général précédent	247 716,20
Total général utilisé pour le règlement des dettes de HR	249 177,20

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Soutien aux Basques, 1 camarade espagnol	50
Soutien au Vietnam, 1 camarade espagnol	50
Pour soutenir les camarades Vietnamiens T.J.F.	50

150

" NOUVEL
AFRICASIA "

continue la lutte
contre l'impérialisme
français

Le numéro 1 :

DOSSIER COOPERATION

L'exemplaire : 3 F
(vente en kiosque)

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

Signature

PALESTINE VAINCRA !

Jeu 11 Janvier (Paris) :

MEETING CONTRE la VENUE en FRANCE de GOLDA MEIR et en HOMMAGE à la MÉMOIRE de MAHMOUD EL HAMCHARI

C'est au nom des organisations suivantes : Cause du Peuple, Humanité-Rouge, Gauche Ouvrière et Paysanne, Mouvement des Travailleurs Arabes, Groupe de Soutien à la Révolution Palestinienne, Front Rouge, Comités Indochine-Palestine, Front des Jeunes Progressistes et de certaines autres organisations arabes que fut présentée une intervention mise au point en commun, dont nous ne pouvons publier ci-dessous que quelques extraits.

... Qui était Mahmoud El Hamchari ?

Un patriote palestinien décidé à consentir le sacrifice de sa vie pour contribuer à la victoire de la juste cause de son peuple, la cause de l'indépendance nationale.

A sa veuve, à sa famille nous disons simplement qu'elles ne sont pas seules dans leur chagrin profond. Des millions d'hommes et de femmes de par le monde entier sont toujours étroitement solidaires des révolutionnaires, de tous les martyrs des causes justes.

Mahmoud El Hamchari reste et restera toujours vivant dans les combats de ses frères palestiniens, dans les combats de ses frères arabes, dans les combats de tous les peuples du monde contre l'impérialisme, contre le fascisme, contre le colonialisme, pour les biens les plus précieux aux cœurs des hommes, l'indépendance et la liberté.

Mahmoud appartient à une famille palestinienne qui a déjà été victime de l'oppression sioniste, comme toutes les familles arabes de Palestine occupée. Quand son père a reçu de Paris la seconde lettre adressée par son fils, les sionistes l'ont menacé de l'expulser de sa patrie.

De fait, il avait déjà été expulsé une première fois de sa propre demeure, avec sa famille, afin qu'y soient installés des immigrants sionistes. Et quand il était revenu aux abords de sa maison en brandissant les clefs qu'il avait conservées, les sionistes spoliateurs se sont moqués cyniquement de lui. A la violence de leur occupation tout à fait illégitime, ils ajoutaient l'humiliation de caractère raciste.

Le père et la famille de Mahmoud El Hamchari sont dans l'impossibilité absolue, imposée par les sionistes, d'assister aux obsèques de leur fils et parent.

Voilà en quelques mots ce que représente, concrètement, le sionisme : l'occupation de la patrie d'un autre peuple par la violence, le racisme, l'assassinat, le mépris fasciste de la famille palestinienne. (...)

Mahmoud El Hamchari, dans le respect le plus profond de toi-même, de ton peuple et de ses traditions, qu'il nous soit permis de prononcer à ton intention, même si nous n'appartenons pas à la religion qui est la tienne, et même si nous prononçons mal l'arabe, mais avec tous nos cœurs :

« Allah Illah i Mohamed Rassoul Illah ! » (...)

L'opération voulue et montée par Mitterrand avec l'invitation de Golda Meir au congrès de l'Internationale « so-

cialiste » dépasse ainsi largement le seul cadre français. Son caractère électoraliste, visant à gagner les suffrages des électeurs d'origine juive à l'Union de la gauche, n'est qu'un aspect secondaire en vérité. L'aspect principal, c'est avant tout la manœuvre visant à porter des coups en Europe, sur tous les plans, à la cause légitime, à la juste cause du peuple palestinien et des peuples arabes !

Il est toutefois d'une extrême importance de signaler les progrès sensibles apparus parmi les populations nées de religion juive tant en Palestine occupée qu'en Europe même, dans leur prise de conscience des crimes commis par l'Etat d'Israël ; cette prise de conscience va d'ores et déjà non seulement de l'opposition intérieure à la politique du gouvernement sioniste, mais aussi à l'engagement dans la lutte aux côtés des patriotes palestiniens sur le territoire même des opérations militaires, et encore dans la lutte menée dans notre pays pour apporter la plus active solidarité politique et matérielle au peuple palestinien et aux peuples arabes. Récemment, plusieurs militants nés de religion juive ont été arrêtés en Palestine occupée par l'armée sioniste en raison de leur actif et héroïque soutien à leurs frères arabes palestiniens.

D'autres poursuivent le même difficile combat, jouissant d'une audience de plus en plus large au sein même de la population d'origine juive en Palestine occupée. En France, des couches de plus en plus larges de la population d'origine juive, y compris des personnes attachées à la pratique de leur religion, condamnent sans réserve la politique d'oppression et de répression fasciste et impérialiste des sionistes à l'encontre du peuple palestinien.

Ainsi volent en éclats les accusations méprisables des Israéliens qui tentent d'accréditer l'idée que toute activité antisémite s'identifierait à l'antisémitisme !

Nous proclamons solennellement, au nom de tous les amis de France du peuple palestinien et des peuples arabes, parmi lesquels nombre de militants nés précisément de familles juives, nous proclamons que notre légitime combat contre les entreprises impérialistes, colonialistes et racistes des sionistes israéliens n'a rien de commun avec l'odieuse antisémitisme que nombre d'entre nous ont combattu avec résolution dans une autre période, lorsque les nazis exterminaient en Europe comme chez nous des millions de juifs.

C'est en fait justement parce que nous sommes des antiracistes conséquents qu'aujourd'hui nous nous élevons contre le racisme antiarabe qui est aussi un authentique antisémitisme, de la même façon et pour les mêmes raisons fondamentales qu'hier nous nous élevions contre le racisme antijuif des nazis !

Aussi soutenons-nous avec force les justes positions des organisations palestiniennes, qui visent à reconquérir l'indépendance nationale du peuple de Palestine pour instaurer un Etat laïque, démocratique et progressiste excluant toute discrimination raciale ou religieuse. (...)



Au nom des organisations ayant appelé au meeting, notre camarade Jacques Jurquet présente le discours dont nous publions par ailleurs des extraits.

Samedi 13 janvier (Paris) :

Sous les drapeaux palestiniens largement déployés, un cri des milliers de fois répété : « GOLDA MEIR, A LA PORTE ! »

Samedi s'ouvrait, au Palais du Luxembourg, la réunion de l'Internationale des contre-révolutionnaires. A cette occasion, plusieurs organisations avaient appelé le peuple de Paris à manifester contre la présence en France de la criminelle de guerre Golda Meir.

Des militants de l'« Humanité-Rouge » ont tenu le pavé en organisant à deux reprises des manifestations de trois-quart d'heure. La première démarre à l'Odéon vers 15 h 45, non loin du Sénat où siégeait Golda-la-fasciste. Plus de 500 personnes se regroupent rapidement sous le nez des flics, et parcourent le quartier, rejoints par de nombreux travailleurs arabes. En tête, une grande banderole rouge : « Golda Meir à la porte » (en français et en arabe) — puis de nombreux drapeaux palestiniens et des banderoles avec des mots d'ordre contre le sionisme.

A 17 h, une seconde manifestation regroupant plusieurs centaines de personnes, avec banderoles et drapeaux palestiniens, démarre devant le métro Gaîté. Elle descend la rue de la Gaîté, applaudie par de nombreux travailleurs immigrés (certains rejoignant ses rangs), elle emprunte

la rue d'Odessa, puis la rue de Rennes jusqu'au boulevard Saint-Germain.

Par ailleurs, la « Cause du Peuple » et les autres organisations, en dépit d'affrontements répétés avec les forces de l'ordre, parvenaient à rassembler 2 000 personnes aux abords du boulevard Saint-Michel. Plusieurs groupes de manifestants, scandant des mots d'ordre et brûlant des effigies de la criminelle de guerre Golda Meir, parvenaient vers 16 h à former un cortège unique après avoir traversé le quartier arabe de Maubert-Mutualité. En tête, un Palestinien portait un immense drapeau de sa patrie. Avant la dispersion à Bonne-Nouvelle, un représentant de l'O.L.P. prenait la parole.

Cette manifestation fut à maintes reprises chargée par les C.R.S., qui opérèrent une trentaine d'arrestations.

Ainsi, ce samedi 13 janvier fut une grande journée de lutte, qui a renforcé le soutien politique du peuple de France, travailleurs français et immigrés étroitement unis, à la juste cause du peuple palestinien et des peuples arabes contre le sionisme israélien et contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme.

Dimanche 14 janvier :

« FRERE MAHMOUD, TU N'ETAIS PAS SEUL ! »

Dimanche 14 janvier, en début d'après-midi, des milliers de parisiens, français et arabes mêlés dans la même douleur et la même colère ont rendu un dernier hommage au fédératif Mahmoud El Hamchari, lâchement assassiné par la nouvelle O.A.S. sioniste.

Malgré l'important dispositif policier mis en place (et particulièrement indécemment ce jour-là, alors que les assassins de Mahmoud courent encore), malgré des incidents provoqués par la police devant le métro « Port-Royal » (une centaine de personnes ont été encerclées sur le trottoir et embarquées), deux cortèges, formés aux abords de Port-Royal, ont effectué leur jonction pour se rendre jusqu'à la Grande Mosquée de Paris. En tête, de nombreux portraits du frère Mahmoud et des drapeaux palestiniens. Les manifestants ont chanté, en sourdine, des chants palestiniens à la gloire des martyrs tombés pour la libération de la Patrie.

Puis un responsable de l'organisation pour la libération de la Palestine, venu spécialement en France pour assister à cette cérémonie, lut un message de Yasser Arafat, en arabe et en français. Ce message indique que l'assassinat de Mahmoud fait partie de la politique terroriste et criminelle des sionistes israéliens et de leurs maîtres américains, visant à exterminer le peuple palestinien.

Le frère de Mahmoud, venu de Palestine, prend alors la parole au nom de sa famille et salue les frères arabes, les militants français et étrangers. Il précise que le lendemain de la mort de Mahmoud, les autorités sionistes, faisant preuve d'un cynisme à la mesure de leurs crimes, se sont rendus à Toul Karem, village de la Cisjordanie occupée, pour dire à sa famille : « Nous avons tué votre fils ! » La mère de Mahmoud leur a alors jeté son soulier à la figure et le père les a frappés à coups de bâton.

Les dirigeants révisionnistes ont soutenu à leur manière l'opération électoraliste et pro-sioniste de leur compère Mitterrand.

Les patriotes palestiniens et arabes n'auront pas manqué de s'indigner de leur attitude méprisante, qui confirme l'hypocrisie de leur ligne vis-à-vis des peuples arabes : sourires par devant, trahison par derrière.

PALESTINE VAINCRA !



1
Jeudi 11 janvier. — Meeting au Marcadet à Paris. A la tribune pendant la minute de silence à la mémoire de Mahmoud El Hamchari, militants arabes et français font le salut prolétarien.

2
Pendant le discours présenté au nom des organisations invitantes, la salle scandent des mots d'ordre anti-sionistes et anti-impérialistes.



3
Samedi 13 janvier. — Drapeaux palestiniens déployés, non loin du Palais du Luxembourg, des milliers de manifestants arabes et français étroitement unis, clament « Golda Meir à la porte ! »

4
Mahmoud El Hamchari. — Représentant à Paris de l'organisation pour la Libération de la Palestine, assassiné par les terroristes de l'O.A.S. sioniste.



5
Des cortèges de manifestants sillonnent en tous sens le centre de Paris, en dépit d'un quadrillage répressif assuré par plus de 7.000 policiers !

6
Dimanche 14 janvier : malgré les forces de police, plus de 2.000 manifestants marchent en silence de Port-Royal à la Mosquée de Paris. Ci-dessous une des banderoles des militants de l'Humanité-Rouge.



7
Devant la Mosquée, le représentant de l'O.L.P. lit le message de Yasser Arafat. A sa gauche, le frère de Mahmoud, venu de Cisjordanie occupée, et qui prendra ensuite la parole.

8
Travailleurs français et arabes rassemblés devant la Mosquée de Paris rendent un dernier hommage à leur camarade et frère Mahmoud El Hamchari.

